

puiser de l'eau à la source et se rendit dans une des deux tentes voisines, pour préparer l'eau bénite et ce qui était relatif aux cérémonies du culte.

Cependant les ouvriers continuèrent toujours en silence; ils reconnaissaient d'assez grands fragments de dalles joints entre eux par des barres de fer, et de forts morceaux de basalte liés par du ciment romain. Le ciment était devenu très-dur il fallut enlever cette maçonnerie avec la pioche et le ciseau, ce fut un travail considérable qui demanda des heures. Plusieurs fois, le ciseau ayant attaqué des fragments de pierre blanche, on crut être arrivé sur la dalle; on mesura; on était à deux mètres cinq centimètres de profondeur.

On n'avancait plus que très-lentement, on était contrarié. D'après le texte du rapport de sir H. Lowe, le capitaine Alexander pensait qu'on pouvait supposer aux couches de maçonnerie une épaisseur considérable; peut-être quatre pieds. Il aurait fallu employer au moins toute la journée pour la détruire. A cinq heures cinq minutes du matin, M. Alexander fit commencer un fossé latéral à la tombe avec l'intention de creuser jusqu'au niveau du cercueil, qu'il retirerait ensuite par le côté, en percant la muraille du caveau.

On travaillait toujours dans un profond silence; le temps était mauvais; nous étions au milieu des nuages et souvent mouillés par une pluie fine et pénétrante que chassait un vent assez vif. Les ouvriers attaquaient toujours avec vigueur la maçonnerie en ciment romain. A huit heures, on découvrit une fente. A travers, on aperçut le cercueil..... Bientôt une autre fente le laissa mieux distinguer encore. Le capitaine Alexander, nu probablement par un sentiment religieux, que nous avons toujours vu paraître en lui, les fit couvrir avec des pierres. On s'occupa alors de dresser une chaire; et chacun de nous, Anglais et Français, alla revêtir son grand uniforme. A neuf heures, on établit autour du tombeau une haie de soldats de milice et de soldats du 91^e régiment. La pluie était devenue très-forte. On acheva de dégager au ciseau le ciment qui scellait la grande dalle, et on fit les travaux nécessaires pour y ajuster des crampons. Les personnes qui ne devaient pas assister à l'exhumation, même les ouvriers qui n'étaient pas absolument nécessaires, furent éloignés et durent se tenir en dehors de la haie de soldats. M. l'abbé Coquerneau s'approcha, se plaça sur le bord de la tombe, du côté où reposait la tête; deux enfants de cœur portaient devant lui la croix et l'eau bénite. A neuf heures vingt-six minutes, la dalle fut enlevée; d'un mouvement spontané et unanime, tous les assistants se découvrirent..... on voyait un cercueil en acajou, isolé de toute part, excepté inférieurement. Il reposait sur une autre dalle que portaient huit montants en pierre. Le bois était humide, mais dans un état de conservation parfaite. La planche inférieure, qui autrefois avait été extérieurement recouverte de velours, était la seule qui commençât à être un peu altérée. On apercevait encore la blancheur des têtes de vis qui avaient été argentées; l'argent n'avait pas disparu. On voyait à côté du cercueil les sangles et cordages qui avaient servi à le descendre. La dalle inférieure sur laquelle il reposait était assez humide.

Après que M. l'abbé Coquerneau eut fait la levée du corps, M. le docteur Guillard, chirurgien-major de la *Belle Poulx*, versa du chloroforme, et MM. de Chabot et Alexander descendirent dans le caveau. Ils prirent les mesures du cercueil qui se trouvèrent être les suivantes: 1^{er} mètre 91 cent. de long sur 65 cent. dans sa plus grande lar-

geur; puis on procéda à l'extraction du cercueil. A dix heures vingt-cinq minutes, le corps de Napoléon, rendu à la lumière, se trouva au milieu des vivants. Depuis dix-neuf ans et demi il dormait du sommeil de la mort, dans la nuit du tombeau.....

Le cercueil avait imprimé sa forme au fond du caveau, on la voyait très-nettement marquée. Il fut déposé à terre, et le capitaine Alexander commanda douze hommes du 91^e régiment, sans capote et tête découverte. Ils le transportèrent dans la tente la plus voisine, où M. l'abbé Coquerneau, qui l'avait précédé en habit de chœur, termina les prières.

En cet instant, arriva M. Touchard, officier d'ordonnance du prince de Joinville. Dans sa sollicitude, le prince l'envoyait pour savoir à quel point en étaient les travaux. Cet officier s'était croisé avec une lettre de M. de Chabot, écrite au moment où le cercueil avait été découvert.

Cependant le sarcophage d'ébène fait à Paris était là; il devait recevoir ce qu'on trouverait dans le tombeau de Sainte-Hélène; mais on ne pouvait ouvrir l'espèce de serrure à secret qui le fermait. M. le commandant Charner, trois autres personnes et M. le capitaine Alexander, essayèrent successivement et pendant long-temps, mais sans succès. La contrariété était extrême, car cet incident arrêtait toute la cérémonie. Je l'avais vu ouvrir une fois; j'essayai et je réussis.

On commença alors l'ouverture des anciens cercueils. Le premier, celui qui enveloppait tous les autres, était en acajou, épais de deux centimètres. On scia les deux côtés pour pouvoir faire glisser par la tête le cercueil en plomb qui était dedans. Retiré de son enveloppe, ce cercueil en plomb fut placé, à midi un quart, dans le sarcophage apporté de France. Puis on attendit S. Ex. le major-général Middlemore, gouverneur de l'île; il était fort souffrant depuis plusieurs jours, le mauvais état de sa santé lui avait rendu impossible d'assister aux travaux de la nuit. Il arriva à une heure moins un quart, accompagné de son état-major, le lieutenant Barnes, major de place, et le lieutenant Midlemore, son aide de camp et secrétaire militaire.

(La fin au prochain numéro.)

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

A meilleur marché que les contrefaçons belges.

BIBLIOTHEQUE-CHARPENTIER

ou
COLLECTION DES MEILLEURS OUVRAGES

FRANÇAIS ET ÉTRANGERS, ANCIENS ET MODERNES.

A 3 fr. 50 cent. le Volume.

De l'Allemagne, par M^{me} de Staël, 1 vol.
Œuvres de la comtesse de Souza, 1 vol.
Œuvres de Jean Racine, 1 vol.
Obermann, par de Séanencour, 1 vol.
Manon Lescaut, par l'abbé Prévost, 1 vol.
Poésies complètes d'André Chénier, 1 vol.
Valérie, par M^{me} de Krudner, 1 vol.
Les Fiancés, par Manzoni, trad. en franç., 1 vol.
La Messaie de Klopstock; tr. en franç., 1 vol.
Mémoires d'Alfieri, tr. par M. de Latour, 1 vol.
Romans de Charles Nodier, 1 vol.
Poésies de Millenove, 1 vol.
Werther, suivi de Hermann, par Goethe, t. 1 et 2.
Messénienne de Casimir Delavigne, 1 vol.
Œuvres de Silvio Pellico, tr. par de Latour, 1 vol.

Théâtre de Casimir Delavigne, 3 séries.
Le Faust de Goethe, trad. par H. Blaze, 1 vol.
Œuvres complètes de lord Byron, 4 vol.
Histoire générale des Voyages, 3 séries.
Histoire de Thucydide, tr. par Lévassier, 1 vol.
Diogène Laërce (Vies des Philosophes), 1 vol.
La Jérusalem délivrée, tr. A. Desplaces, 1 vol.
Le Paradis Perdu, par Milton, tr. nouv., 1 vol.
Caractères de la Bruyère, 1 vol.
Voyage sentimental de Sterne, tr. en fr., 1 vol.
Fables de La Fontaine, 1 vol.
Discours sur l'Histoire univ. de Bossuet, 1 vol.

APERÇU

SUR

LA CORSE,

PAR LÉON GRIFFON.

Ancien Professeur de langues anglaise et allemande
et régent au Collège de Calvi.

Prix : 2 francs.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 24 au 30 juillet 1841.

ARRIVÉES.

Livourne. Pozzodiborgo bat. à v. c. Valzi, tabac.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, cap. Saettoni.
Cagnano. gondole Assomption, c. Gregori, vin.
Pronete. gondole Lavasina, c. Gasco, vin.
Pronete. gondole Lavasina, c. Bazicalupo, vin.
Pronete. bouf Jésus-Marie, cap. Bausa, bois de construction.

Marseille. brick goëlette Conception, c. Mariani, plâtre et matériaux.

Marseille. bombarde St-Joseph, c. Luciani, blé et farine.

Marseille. brick goëlette Printemps, c. Valzi, div. Macinaggio, gondole St-Pierre, c. Tomasi, vin.

Macinaggio. gond. St-Antoine, c. Antonorsi, v. Ersu. gondole St-Joseph, c. Bonifacio, écorces.

Île Madeleine. gondole Assomption, c. Zicavo, fromage.

Île Madeleine. gondole Ste-Madeleine, c. Semidei, fromage.

Toulon. bateau Industriel, cap. Villacs, lest.

Toulon. b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Aleria. gondole St-Antoine, cap. Ficaja, blé.

Aleria. gondole St-Joseph, cap. Lota, écorces.

Cervione. gondole Assomption, c. Guaitella, blé.

DÉPARTS.

Cagnano. gondole Trinité, c. Cervoni, fut. vid.

Cagnano. mistick St-Erasme, c. Tomasi, lest.

Cagnano. gondole St-Clément, c. Damiani fut. v.

Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Padulella. bouf Jésus-Marie, c. Bausa, lest.

Pronete. gondole St-Joseph, c. Lota, lest.

Pronete. gondole Annonciation, cap. Dominici, farines vides.

Macinaggio. bombarde St-Joseph, c. Luciani, bl.

Macinaggio. br. goëlette Conception, c. Mariani, diverses.

Macinaggio. tartane Conception, c. Sisco, lest.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Saettoni, lest.

Aleria. bombarde St-Charles, c. Alessandri, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIGNY et Comp.^{te} Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Bastia.

D'UNE CHAMBRE DE COMMERCE A BASTIA.

Il est un vieux proverbe, plein de sens et de portée: *Aide toi et le Ciel t'aidera*, que nous ne connaissons pas assez ici et que nous pratiquons encore moins. Sous ce rapport nous aurions beaucoup à apprendre d'Ajaccio. L'esprit public est plus animé, plus entreprenant; on profite des moindres circonstances qui peuvent concourir à la prospérité, au bien-être de la ville: tout le monde contribue pour sa part d'efforts et de sacrifices et grâce à ce concert de honnes volontés, l'on finit par obtenir ce que l'on désire. Que Bastia prenne donc un peu l'exemple sur Ajaccio, que l'esprit public, ce sentiment qui fait qu'on s'intéresse autant aux travaux de la cité qu'à ses affaires particulières, nous anime un peu plus souvent et nous ne tarderons pas à recueillir les fruits de cette heureuse transformation.

L'un des moyens qui pourraient le mieux contribuer à faire naître, à entretenir cet esprit public et à lui faire porter de bons résultats, ce serait l'établissement d'une *Chambre de Commerce* à Bastia. Bastia a tous les éléments d'une institution semblable et plus que toute autre ville elle a besoin d'en être dotée et cela le plus promptement possible.

Une chambre de commerce est, ainsi qu'on le sait, une réunion composée d'un certain nombre de négociants, d'industriels qui s'assemblent pour examiner toutes les questions qui intéressent le commerce, l'industrie de la ville, où elle est établie. Ses attributions sont assez larges et assez nombreuses pour exiger des connaissances pratiques et quelque peu de zèle pour la satisfaction des intérêts publics, en même temps qu'elles offrent un noble exercice à l'activité de l'esprit des personnes qui sont appelées à en faire partie. Quel avantage pour la ville de Bastia de possé-

der, dans son sein, un corps qui s'occuperait spécialement de toutes les questions qui se rattachent à sa prospérité matérielle, espèce de sénat commercial qui réclamerait tout ce qui pourrait activer cette prospérité, l'assurer sur des bases solides et lui procurer tous les moyens d'actions dont elle pourrait avoir besoin, alors que les prérogatives des chambres de commerce sont assez étendues pour ne laisser en souffrance aucun intérêt réel, sérieux.

En effet les chambres de commerce, qui correspondent directement avec le ministre de l'intérieur — et nous reviendrons tout à l'heure sur cette prérogative — peuvent: 1° présenter des vœux sur l'amélioration du commerce; 2° signaler tous les obstacles qui en arrêtent les progrès; 3° indiquer les ressources à l'aide desquelles on pourrait entreprendre les travaux nécessaires; 4° surveiller les travaux publics relatifs au commerce, tels que curage des ports, canalisation des rivières et tout ce qui intéresse la navigation.

Il est facile de comprendre, sans que nous insistions beaucoup, quels immenses avantages le commerce de Bastia retirerait de l'établissement d'une chambre de commerce. Les intérêts si respectables de son commerce, qui prend chaque jour des développements si considérables, auraient enfin un défenseur officiel, zélé et grâce à la faculté qu'a la chambre de commerce de correspondre directement avec le ministre, ses doléances n'iraient pas, après avoir traversé l'innombrable filière des bureaux de la sous-préfecture, de la préfecture, du ministère de l'intérieur, s'enterrer toutes vivantes dans les cartons administratifs, plus ou moins fleuries par des notes plus ou moins défavorables, plus ou moins hostiles d'employés de bureaux qui n'ont qu'un médiocre souci des intérêts d'une ville qu'ils n'habitent pas et avec laquelle ils n'ont aucun rapport d'affection et d'intérêt. Nous l'avons déjà dit, ce qui nous nuit beaucoup en France, ce qui arrête beaucoup de progrès, c'est l'excès que nous avons

donné à un excellent, à un admirable système, celui de la centralisation: tout ce qui peut abréger les épreuves si longues par lesquelles ce système nous fait forcément passer, est donc un bien immense dont il faut savoir profiter. Aussi, cette correspondance directe avec le ministre est-elle un avantage si considérable que le commerce de Bastia ne devrait rien négliger pour s'en procurer la jouissance. Et ici nous exprimons un vœu, c'est que la loi, qui régit les chambres de commerce, soit modifiée en ce sens que ces assemblées, au lieu de correspondre exclusivement avec le ministre de l'intérieur, soient appelées à correspondre avec les différents ministères, que leurs réclamations concernent plus spécialement. On comprend, en effet, que si les réclamations, qui doivent en définitive, être adressées soit au ministre des travaux publics, soit au ministre du commerce, doivent passer par l'intermédiaire de leur collègue de l'intérieur, on comprend, disons-nous, que nous retomberons dans un des inconvénients que cette correspondance directe faisait, en partie, disparaître.

Nous avons ici une question capitale qui touche de très près à notre commerce. Cette question est pour lui celle d'être ou de ne l'être pas; nous voulons parler de la nécessité d'agrandir le port actuel ou plutôt d'en créer un nouveau, car l'agrandissement du port ne serait qu'une mesure transitoire et ridicule, qui exigerait une dépense considérable, sans donner une satisfaction réelle et durable au commerce: ce serait un misérable replâtrage qui ne vaudrait jamais ce qu'il coûterait. Eh bien! cette question du port, tout le monde sait où elle en est aujourd'hui: tout le monde sait qu'on s'en inquiète très médiocrement, si tant est qu'on s'en inquiète. De ceci nous en avons déjà indiqué les causes. Il en serait tout autrement si Bastia avait une chambre de commerce. Cette chambre adresserait directement ses réclamations au ministre et à force de se plaindre, à force de mettre l'évidence et la

puissance des faits et des chiffres de leur côté, ces réclamations finiraient sans doute par être entendues et cette question recevrait ainsi une solution. Aujourd'hui, au contraire, que le commerce de Bastia est placé comme en tutelle sous le patronage de l'autorité administrative, ses réclamations ou ne sont pas entendues ou sont présentées au gouvernement sans appui, sans recommandations vives et pressantes. Il en résulte qu'on ne sent pas la nécessité de porter remède à des maux dont on ne se plaint pas ou dont on se plaint si faiblement. Par l'établissement d'une chambre de commerce, le commerce de Bastia voit cette tutelle brisée; il est émancipé et devient en quelque sorte, majeur; dès lors il a la liberté de son action et sa parole peut et doit arriver, directement, sans intermédiaire au ministre.

Cette installation d'une chambre de commerce à Bastia est peut-être la seule manière de sortir de cette espèce de provisoire qui tue ou tuera avant peu le commerce de notre ville. Tous les négociants ont un intérêt direct, immense à cet établissement. Qu'ils puissent donc dans cet intérêt même, dans leur patriotisme assez d'énergie pour agir, pour solliciter, pour demander; qu'ils se concertent entre eux, qu'ils fassent pétitions sur pétitions, qu'ils frappent à toutes les portes et qu'ils ne se laissent rebuter par aucune difficulté. Le succès n'est, aujourd'hui plus que jamais, qu'à ceux qui savent vouloir. Qu'on veuille donc un peu à Bastia : et, il ne faut pas qu'on l'oublie, c'est là une condition essentielle pour exister et pour exister honorablement.

Sans doute l'on rencontrera des difficultés, des mauvais vouloirs. L'on fera des objections à la concession de la faveur, nous voudrions pouvoir dire du droit dont on sollicitera la jouissance. Mais les obstacles mêmes doivent faire redoubler d'efforts, car ils montreront combien l'on comprend l'importance de la chose demandée. Au reste, Bastia aura de bonnes raisons à faire valoir, des exemples à citer. Ainsi, sur le nombre des 38 chambres de commerce qui existent maintenant en France, il est des villes qui n'ont ni plus d'importance, ni plus d'intérêts à faire valoir que Bastia. Ainsi, par exemple, Laval n'a que 15,000 âmes de population; Morlaix qui n'est qu'une sous-préfecture, n'a que 9,500 âmes; Granville, simple chef-lieu de canton, n'a que 7,000 âmes. D'autres villes sont dans une position semblable et leur importance commerciale ne compense pas l'infériorité soit de leur population, soit de leur position dans la hiérarchie administrative. Ainsi donc pourquoi refuserait-on à Bastia ce qu'on a accordé à Morlaix, à Granville, à Laval? Bastia, par son voisinage de l'Italie, n'a-t-elle pas sans cesse des intérêts commerciaux du plus haut intérêt à débattre, à examiner, à protéger et à ce point de vue une chambre de commerce ne devient-elle pas d'une indispensable nécessité, d'un droit rigoureux?

Qu'on examine donc cette question et que l'ambition, que nous cherchons à faire naître, soit une bonne et sérieuse ambition, une de ces ambitions résolues qui ne reculent devant aucune difficulté et qui sont d'autant plus résolues qu'elles ont pour elles le bon droit et, ce qui est plus encore, la nécessité. La nécessité, que la commerce de Bastia ne l'oublie pas : il y va de sa prospérité à venir, c'est-à-dire de son existence.

Aux termes de l'ordonnance royale du mois de juin dernier, les conseils d'arrondissement devaient se réunir, pour la première partie de leur session, du 25 au 28 juillet. Nous sommes affligés d'apprendre que le conseil d'arrondissement de Bastia n'a pu s'acquiescer de cette première partie si importante de ses travaux, le conseil ne s'étant pas trouvé, à son ouverture, en nombre suffisant, pour procéder à ses travaux. Sur vingt membres dont se compose le conseil, huit seulement ont répondu à l'appel de la loi, dont trois de Bastia et cinq du dehors. Le motif de ce manquement de l'accomplissement d'un devoir d'autant plus sacré qu'il est accepté volontairement, sollicite même, devrait être attribué, si nous sommes bien informés, au découragement qu'aurait éprouvé la majorité du conseil à la suite du peu d'égards qu'aurait témoigné pour ses vœux le conseil général du département. Cette excuse, que nous comprenons jusqu'à un certain point, n'est pas suffisante, cependant, pour absoudre complètement ceux des membres qui n'ont pas répondu à l'appel de la loi. Bien que la première partie de la session des conseils d'arrondissement soit consacrée presque exclusivement à l'étude des intérêts de l'arrondissement, à leur exposition, une autre tâche très importante y est encore jointe, nous voulons parler de l'examen de l'emploi par le sous-préfet des centimes additionnels votés pour les dépenses de l'arrondissement. Cette tâche serait-elle seule qu'elle suffirait encore pour motiver la présence de tous les membres du conseil. Qu'on n'oublie donc point que ces fonctions sont non seulement la jouissance d'un droit pour les cantons, mais que ceux-ci doivent compter que leurs mandataires le regarderont comme un devoir sérieux, et qu'ils n'ont été choisis qu'à la condition expresse ou tacite de remplir ce devoir, quoiqu'il puisse arriver. C'est donc désertir la défense de droits et d'intérêts dont on s'était volontairement chargé et ceci peut être d'autant plus fâcheux qu'on laisse ainsi tomber comme on oublie des prérogatives qu'on a achetées si cher et qu'on a si long-temps sollicitées en vain. La vie politique a sans doute ses avantages, mais c'est à la condition de passer par des luttes, par des efforts. La persévérance et la ténacité de volontés, quand on a pour soi la justice, doivent être les premières qualités de tous ceux qui sollicitent l'honneur de représenter et de défendre les intérêts de leurs concitoyens. Ayons un peu de patriotisme et nous trouverons lui assez de force

pour triompher des petites contrariétés que nous pourrions rencontrer sur notre chemin.

Quant au découragement, dont nous parlions plus haut, comment ne voit-on pas que c'est, en quelque sorte, donner gain de cause au conseil général? Qui quitte la partie la perd, et si un conseil général voit qu'il peut réduire si facilement à se taire un conseil d'arrondissement ne sera-ce pas l'encourager à marcher dans une voie semblable à celle dans laquelle le conseil d'arrondissement de Bastia peut avoir vu avec peine le conseil général s'engager? D'ailleurs le conseil général de la Corse ne peut-il avoir de bonnes raisons pour repousser les vœux du conseil d'arrondissement? Et n'est-on pas exposé à se tromper quand on doit être juge dans sa propre cause? Après tout, le conseil général ne pourra-t-il pas croire que les vœux qu'on avait formulés, que les plaintes qu'on avait exprimées, que les réclamations qu'on avait présentées, étaient bien peu sérieux, au fond, puisqu'on renonce à insister une fois encore, et avec plus d'énergie, sur la nécessité de les prendre en considération? N'est-ce pas se donner tort à soi-même? Qu'on y réfléchisse et l'on comprendra bien vite qu'il y aurait plus de force, plus de dignité, plus d'avantages à rester constamment sur la brèche, que de se retirer dans sa tente. Enfin, après tout, qu'on n'oublie pas qu'on n'est plus libre de remplir ou de ne pas remplir un mandat qu'on a accepté et que de tous les moyens de réussir, la retraite, le silence, sont les plus mauvais. Cette année il est malheureusement trop tard pour réparer ce qui est, à nos yeux et qui sera aux yeux de tous, une faute, mais que l'année prochaine on se montre un peu plus résolu et l'on s'en trouvera certainement mieux que de rien faire. Il resterait au moins la satisfaction d'avoir accompli son devoir jusqu'au bout et les cantons n'auraient pas le droit de se plaindre de leurs représentants.

Dans notre dernier numéro nous constations les progrès que M. Huart, recteur de l'académie de la Corse, avait reconnus dans l'Ecole Paoli de Corte. Nous ne serions pas complètement justes envers tous les établissements d'instruction publique de notre département, si nous oublions le collège de Bastia qui est bien aujourd'hui le premier établissement de ce genre en Corse, et par le nombre toujours croissant de ses élèves, et par les succès de son enseignement qui peut seul expliquer cet accroissement même du nombre de élèves. Le chiffre de ces derniers s'est élevé, cette année, jusqu'à 204, chiffre que bien des collèges royaux du continent seraient fiers d'avoir atteint. M. le recteur, lors de sa dernière inspection, et nous croyons ici être bien informés, a reconnu que ce progrès matériel, en quelque sorte, était justifié parfaitement par les soins apportés à l'enseignement, et que professeur et professeurs rivalisaient tous d'efforts et de zèle pour

élever le collège de Bastia au niveau qu'il doit atteindre pour passer dignement du rang de collège communal au rang de collège royal. Cette transition est, au reste, aujourd'hui complètement accomplie, d'après les paroles mêmes de M. Huart, recteur de l'académie, qui a déclaré à plusieurs reprises, après une inspection sérieuse des hommes et des choses, que le collège de Bastia était désormais placé au rang des meilleurs établissements de ce genre du continent. Ainsi se trouvent réalisées les espérances et les desirs du conseil municipal de Bastia qui, en cela, digne interprète de nos concitoyens, a tout fait pour rendre la tâche du proviseur et des professeurs du collège plus facile. Ceux-ci ont répondu entièrement à l'attente qu'ils avaient excitée et c'est, sans doute, dans l'accomplissement même de ce devoir qu'ils ont trouvé leur plus douce récompense : ils ont ainsi contribué, pour leur part, aux progrès de notre cité qui saura, nous n'en doutons pas, s'en montrer reconnaissante.

Il y a quelque temps, qu'en parlant des travaux de la traverse, nous insistions sur la nécessité de placer des garde-foux au haut des deux murs de soutènement qui ont été construits pour contenir les terrains de la route au bas de S' Angelo et près de la maison Corbara. Il ne fallait pas être bien habile pour pressentir que, faute de cette précaution, des accidents graves arriveraient un jour ou un autre; c'est, en effet, ce qui a eu lieu hier vendredi. Deux personnes dont l'une est dangereusement blessée, sont tombées de la hauteur qui se trouve près de la maison Corbara, dans la rue droite. On a même des craintes sérieuses sur l'existence d'une de ces personnes, victimes de l'imprévoyance impardonnable des directeurs de ces travaux.

Il appartient à l'autorité municipale de prendre l'initiative et de réclamer pour que ces deux endroits de la route cessent d'être des espèces de guet-apens contre la sûreté des citoyens. Il est facile, en attendant que des garde-foux solides soient construits, d'en établir de provisoires avec des poteaux et des planches. Il n'est plus permis aujourd'hui de se montrer indifférent à cet égard.

Nouvelles Diverses.

TOULOUSE, 25 Juillet. — Hier matin, et par un temps magnifique, M. le lieutenant-général Rulhière, récemment appelé au commandement de la 10^e division, a passé la revue des troupes de notre garnison et de celles cantonnées aux environs de Toulouse. Les troupes occupaient l'alignée des Platanes, le tour du Boulingrin et la grande allée; elles ont défilé dans l'ordre suivant :

Les 8^e et 9^e régiments d'artillerie, les tirailleurs de Vindennes un bataillon du 5^e de ligne, un

du 25^e, un du 37^e et deux du 47^e, et quelques escadrons du 9^e régiment de chasseurs.

Dès son arrivée à Toulouse, le 29, M. le lieutenant-général Rulhière a reçu la visite des différentes autorités; dans la soirée du même jour, le lieutenant-général S. Michel est parti. En vertu d'un mandat d'arrêt lancé par M. le Président chargé d'instruire sur les événements dont Toulouse a été le théâtre, un individu a été arrêté sous la prévention d'avoir été un des instigateurs de l'émeute. On a trouvé à son domicile quelques armes de guerre; il a été conduit à la maison d'arrêt, ainsi qu'une femme prévenue de complicité avec les principaux meneurs.

Une ordonnance du roi, du 24 juillet, dissout la garde nationale et le conseil municipal de Toulouse.

Un arrêté de M. le commissaire extraordinaire nomme pour exercer provisoirement les fonctions de maire M. le Baron Lejeune, et pour celles d'adjoints MM. Léon Ducos, Florentin Astre et Jean Dominique Larigaudière; ils devront entrer immédiatement en fonctions.

Le tableau suivant des principales fortunes anglaises, emprunté au *Courier de l'Europe*, est très curieux. On reconnaît, par son inspection que les whigs, quoique moins nombreux, sont cependant plus riches, et que le chiffre total de leur fortune dépassera beaucoup celui des Tories à l'expiration des *leases* (emphytéoses), qui grèvent encore les revenus du marquis de Westminster et de lord Portmann. Ces deux derniers, à eux seuls, réunissent alors près de 20 millions de revenu.

TORIES.	
Le duc de Northumberland possédant un revenu de	5,000,000 f.
Le duc de Buccleugh,	5,000,000
Le duc de Wellington,	1,200,000
Le duc de Richmond,	750,000
Le duc de Leeds,	1,250,000
Le duc de Beaufort,	375,000
Le duc de Manchester,	250,000
Le duc de Saint-Albans,	625,000
Le duc de Buckingham,	1,500,000
Le duc de Marlborough,	250,000
Le duc de Dorset,	350,000
Le duc de Newcastle,	1,500,000
Le marquis de Hertford, père de lord Yarmouth et de lord Henry Seymour, habitant Paris,	3,000,000
Le comte de Wilton, fils du marquis de Westminster, qui est whig,	1,000,000
Lord Francis Egerton,	2,500,000
Sir Francis Burdet,	1,000,000
Arkwright, fils d'un barbier et devant sa fortune aux machines à filer	5,000,000
WHIGS.	
Le duc de Sutherland,	5,000,000

Le duc de Devonshire,	2,500,000
Le duc de Cleveland,	5,000,000
Le duc de Somerset,	500,000
Le duc de Norfolk,	1,000,000
Le marquis de Westminster, (Il aura 365,000 l. st. de rente (9,125,000 fr.), à l'expiration des <i>leases</i>).	5,000,000
Le marquis d'Anglesea,	2,000,000
Lord Portmann,	2,500,000
(Il aura 400,000 l. st. de rente à l'expiration des <i>leases</i>).	
John Loyds, qui a proposé lord John Russell, est le plus riche des banquiers whigs. On évalue sa fortune à	125,000,000

Le pectoral que les médecins prescrivent de préférence et dont la réputation s'accroît chaque jour, est l'excellente PÂTE DE NAFÉ D'ARABIE dont nous ne saurions trop recommander l'usage à nos lecteurs. Cette Pâte, aussi agréable à prendre que le meilleur bonbon, a l'avantage de calmer promptement la toux et de fortifier la poitrine. Dépôt de la PÂTE et de SIROP de NAFÉ chez M. Girard ph. à Bastia.

Le Sultan vient de publier sur la toilette des dames turques les deux firmans suivants :

- Attendu qu'il est venu à la connaissance de ceux dont c'est le devoir de veiller sur la moralité des croyants que certaines femmes d'une impudeur à l'épreuve de la honte ont, à l'imitation de ces filles de perdition, les femmes infidèles de Péra, exposé leurs nez et même leurs lèvres aux regards des passants, il est ordonné, au nom du Tout-Puissant, de celui qui récompense la vertu, que les femmes et les filles des croyants aient à s'abstenir rigoureusement de pareilles indécentes, qu'elles aient soin de se bien cacher la face avec leurs *yackmees* (voiles).
- de façon à dissimuler leurs lèvres et leurs nez, et à ne laisser dans leurs voiles que l'ouverture suffisante pour savoir se garder dans les rues, du contact impur des infidèles. Qu'elles fassent attention au présent, ou malheur à elles !

La seconde pièce n'est pas moins curieuse que la première :

- Allah est grand et tout-puissant, et il a su mettre des bornes à chaque chose. Comme il est de notoriété publique que les infidèles faisant le commerce à Péra sont devenus très nombreux, et qu'ils ont rempli leurs boutiques de mille objets séduisants, véritables inventions de Satan, qui exposent les femmes et les filles des croyants aux actes de la plus coupable extravagance, troublent la félicité domestique des fidèles et causent de grands dérangements dans les fortunes; et aussi comme il est vrai que, non contents de remplir leurs boutiques de ces dangereuses inventions de l'enfer, les mêmes agents de corruption placent dans leurs comp-

toirs des jeunes gens de séduisante figure, afin de captiver et d'enivrer les sens des femmes des vrais croyants et de mettre par là leurs âmes ainsi que leurs bourses en danger; en conséquence, et au nom du vengeur de toutes les impudences, il est défendu aux femmes musulmanes de fréquenter jamais ces autres de perdution. Que le présent serve d'avis, ou les délinquants mangeront des excréments dans ce monde et dans l'autre. »

ANNONCES ET AVIS.

Extrait de la minute existant au Tribunal de première instance siégeant à Corte, département de la Corse, dont la teneur suit :

L'an mil huit cent quarante un le onze du mois de juin au greffe du Tribunal de première instance siégeant à Corte. Pardevant nous Santelli, greffier du dit Tribunal, est comparu Monsieur Chiesa, Substitut ff. de Procureur du roi près le même siège et nous a remis, pour rester déposé en ce greffe, l'expédition en forme authentique de l'acte de vente passé le vingt-neuf mai mil huit cent quarante pardevant M^{re} Giudicelli, notaire en cette ville, en faveur du département de la guerre par la dame Marie Joséphine née Penciolelli, veuve Arrighi, demeurant et domiciliée à Corte, de son paillier, ou soit-maisonnette située au lieu dit *Castellaccio*, citadelle sous les tenans et aboutissans énoncés dans ledit acte moyennant le prix de six cent francs. Duquel dépôt nous avons donné acte à Monsieur Chiesa susdit qui après lecture faite a signé avec nous le présent. — Signé CHIESA et SANTELLI.

Enregistré gratis à Corte le 14 juin 1841, 1^{re} 197, V^o Case 8. — Signé ORBECCHI.

Pour extrait conforme délivré à la requête du du Ministère public, le Greffier du Tribunal, — Signé Santelli. — Enregistré gratis à Corte le 1^{er} juillet 1841.

L'an mil huit cent quarante un le sept juillet à Corte, canton de Corte, département de la Corse, à la requête de M. le Préfet de la Corse demeurant à Ajaccio, ayant son domicile en l'Hôtel de la préfecture, et de M. le Sous-Intendant militaire domicilié et demeurant à Bastia, en tant que cela peut être nécessaire, tous deux représentant l'Etat et M. le Ministre de la guerre, pour l'Administration du Génie militaire; le soussigné François-Louis Colonna, huissier près la justice de paix du canton de Corte y demeurant, assermenté conformément à la loi, patentié au n^o 1^{er} 3^o classe par M. le Ministre de la justice, et certifié à M. Chiesa, substitut du Procureur du roi près le tribunal de première instance siégeant à Corte y demeurant, l'acte de dépôt d'autre part transcrit de l'acte de vente, passé comme dit est au même dépôt. J'ai déclaré à mon dit M. le substitut ff. de procureur du roi, que mes requérants aux noms qu'ils agissent feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'article 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification et pour purger en conformité de l'art. 2193, 2194 du code civil des hypothèques légales qui compètent et peuvent compéter à la dame Marie-Joséphine née Penciolelli veuve du feu Jacques-François Arrighi, à la dame Marie-Catherine née Arrighi, épouse du sieur Grassi Philippe, à la dame Marianne née Pulicani, épouse du sieur Antoine Arrighi et à François et Pierre-Louis frères Arrighi, tous maîtres, demeurants et domiciliés à Corte, et sur l'immeuble de son père et mère et désigné dans le contrat de vente passé pardevant maître Gi-

dicelli notaire à Corte, le vingt-neuf mai mil huit cent quarante dument enregistré, et afin que mon dit M. le substitut ff. de procureur du roi n'en ignore, je lui ai laissé copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit pardevant maître Santelli lequel a visé le présent original à Marie-Joséphine veuve Arrighi parlant à sa personne, à Philippe Grassi et Marie-Catherine sa femme parlant à cette dernière, à Antoine Arrighi et Marianne sa femme parlant à cette dernière à François et Pierre-Louis frères Arrighi parlant à Marie-Joséphine veuve Arrighi sa mère, dont acte etc.

Signé : COLONNA

Enregistré gratis à Corte le 2^{de} juillet 1841, 1^{re} 86 verso case 6.

Signé : ORBECCHI.

Extrait de la minute existant au greffe du Tribunal de première instance siégeant à Corte département de la Corse dont la teneur suit. L'an mil huit cent quarante un, le vingt-huit du mois de juin, au greffe du Tribunal de première instance siégeant à Corte; Pardevant nous Santelli greffier du dit tribunal est comparu M. Chiesa substitut ff. de Procureur du Roi au même siège et nous a remis pour rester déposé en ce greffe une expédition en forme authentique de l'acte passé, le sept février dernier dument enregistré pardevant M^{re} Canale notaire en cette ville, au moyen duquel la dame Ange Jeanne née Nascia femme Lorenzi autorisée par son mari le sieur Antoine Martin Lorenzi charretier, tous deux demeurant à Corte vendent cèdent en faveur du département de la guerre toute sa maison ainsi que son jardin qu'elle possède dans l'intérieur de la citadelle de cette ville moyennant le prix de mil deux cent francs de laquelle remise et dépôt nous lui avons donné acte et après lecture faite, il a signé le présent avec nous, signés Chiesa et Santelli. — Enregistré gratis à Corte le premier juillet mil huit cent quarante un folio 197 V^o C^o 1^{re} signé ORBECCHI. — Pour extrait conforme délivré à la requête du Ministère public, le greffier du Tribunal, signé Santelli. Enregistré gratis à Corte le premier juillet mil huit cent quarante un, 1^{re} 197, V^o C^o 6. signé ORBECCHI.

L'an mil huit cent quarante un le sept du mois de juillet à Corte canton de Corte, département de la Corse, à la requête de Monsieur le Préfet de la Corse demeurant à Ajaccio, ayant domicile en l'Hôtel de ville de la préfecture et de Monsieur le Sous-Intendant militaire domicilié et demeurant à Bastia en tant que cela peut être nécessaire, tous deux représentant l'Etat et Monsieur le Ministre de la guerre pour l'Administration du Génie militaire, le soussigné François-Louis Colonna, huissier près la Justice de paix du canton de Corte y demeurant assermenté conformément à la loi, patentié au n^o 1^{er} 3^o classe par M. le Maire de Corte, et certifié à Monsieur Chiesa substitut ff. de Procureur du Roi près le Tribunal de première instance siégeant à Corte y demeurant, l'acte de dépôt d'autre part transcrit de l'acte de vente passé comme dit est au même dépôt j'ai déclaré à mon dit Monsieur le Substitut ff. de Procureur du Roi que mes requérants aux noms qu'ils agissent feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'art. 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification est pour purger en conformité des articles 2193 2194 du code civil de toutes hypothèques légales qui compètent et peuvent compéter à la dame Ange Jeanne née Nascia épouse du sieur Antoine Martin Lorenzi, Hyacinthe, Françoise, Antoinette, Lucie, Marie et Catherine frères et sœurs Lorenzi, tous domici-

liés et demeurants à Corte et sur l'immeuble de leur père et mère et désigné dans le contrat de vente passé pardevant M^{re} Canale, notaire à Corte le sept février mil huit cent quarante dument enregistré, et afin que mon dit M. le Substitut ff. de Procureur du Roi n'en ignore je lui ai laissé copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit pardevant M^{re} Santelli qui a visé le présent original pour Antoine Martin Lorenzi et Ange Jeanne sa femme parlant à cette dernière pour Hyacinthe, François, Antoine, Lucie, Marie, et Catherine, parlant à sa mère Ange Jeanne Lorenzi, dont acte le coût est de etc. signé Colonna.

Enregistré gratis à Corte le sept juillet 1841, 1^{re} 86 V^o C^o 5. — Signé ORBECCHI.

Par demande du vingt-deux juin, mil huit cent quarante un, adressée à Monsieur le garde des sceaux, le sieur Bartoli (Toussaint) né à Monticello, propriétaire-négociant domicilié et demeurant à l'île-Rousse, arrondissement de Calvi, département de la Corse, a demandé à être autorisé d'ajouter à son nom patronymique celui de Graziani, son oncle maternel. Et pour se conformer à la disposition de la loi, afin d'obtenir la dite autorisation, a fait insérer le présent extrait de sa demande en notre journal, à défaut de tout autre journal dans le lieu de sa naissance et de son domicile.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 31 juillet au 6 août 1841.

ARRIVÉES.

Livourne, bat. à vap. Sebastiani, cap. Sattioni. Livourne, bœuf St-Antoine, cap. Ode, diverses. Livourne, tartane Assomption, cap. Lota, blé. Macinaggio, gondole Assomption, c. Baroni, vin. Macinaggio, gondole Sacré Cœur de Jésus, cap. Defendini, vin. Macinaggio, gondole Trinité, cap. Cervoni, vin. Macinaggio, gondole St Simon, cap. Filippi, vin. Macinaggio, gondole Annoncection, c. Francioni, vin. Cagnano, gondole St-Joseph, cap. J. B. Cervoni, vin. Arles, mistick Conception, cap. Oliva, diverses. Arles, mistick Pipi, cap. Gentile, diverses. Arles, golette Robertine, c. Gallari, diverses. Arles, mistick Assomption, c. Thiers, diverses. Arles, mistick Assomption, c. Marini, divers. Arles, mistick Assomption, c. Belgodere, divers. Arles, bœuf Assomption, c. Bectucci, diverses. Aleria, gondole St-Pierre, c. Smutter, blé. Aleria, bombard St-Charles, c. Alessandri, écor. Foce di Golo, tartane Vierge des Carmes, c. Meloni, bois. Toulon, bat. à vap. Var, cap. Valzi, dépêches. Erza, gondole Conception, c. Loquente, lest.

DÉPARTS.

Toulon, b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches. Cagnano, gondole St-Jean-Baptiste, c. Antonacci, lest. Calzarella, gondole Lavasina, c. Arvini, diverses. Macinaggio, tart. Bonne-Élise, c. Badefors, lest. Macinaggio, tartane St-Louis, c. Prébois, lest. Livourne, bat. à v. Pozzodiborgo c. Valzi, divers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

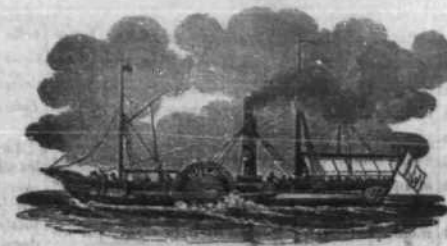
BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUASTA DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N^o 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Bastia.

BULLETIN POLITIQUE.

Les événements politiques offrent aujourd'hui peu d'intérêt. Dans les gouvernements constitutionnels, le temps semble s'arrêter quand la tribune est muette et, à part les grandes émotions que donnent les débats parlementaires, l'on ne trouve presque plus rien de digne de fixer l'attention épuisée. Les événements marchent toujours, mais avec peu de retentissement et de fracas. Cependant parfois ces événements ont une grande importance, quoiqu'il se fasse peu de bruit autour d'eux.

Ainsi, un grand fait, sous le rapport commercial et social, vient de s'accomplir en Alsace. Le premier chemin de fer en France, digne de ce nom, vient d'être achevé et en moins de temps qu'il n'en avait été d'abord fixé : trois ans et trois mois ont suffi, en effet, à la construction du chemin de fer de Strasbourg à Bâle. Voici donc la France dotée d'un chemin de fer de 40 lieues de long. Ainsi, l'association a prouvé qu'avec l'aide du gouvernement, elle pouvait conduire à bon fin des entreprises qu'on avait d'abord cru trop lourdes pour elle. Espérons que ce fait ne restera pas isolé.

En Afrique, le gouverneur-général, M. Bugeaud, de retour de ses expéditions militaires tourne toute son activité vers la colonisation et accomplit ainsi les deux buts pour lesquels il a été envoyé en Afrique : montrer aux Arabes que nous voulons rester maîtres du pays et que nous voulons le cultiver et en tirer tout le parti possible. L'obstacle continu, qui doit placer la Mitjda à l'abri des incursions des Arabes, va être commencé, en même temps que le gouverneur s'occupera d'appeler et d'encourager de nouveaux colons, parfaitement secondé dans ses projets par le zèle et le dévouement de l'évêque d'Alger, qui sait se faire respecter des Arabes et qui use

de son influence pour ménager l'échange des prisonniers. Les Arabes nous respecteront mieux quand ils verront que les Français tiennent, eux aussi, à leurs idées religieuses et sous ce rapport le clergé d'Afrique peut beaucoup pour consolider notre puissance en Algérie.

L'affaire du recensement, dans laquelle il y a eu du malentendu et beaucoup de passions politiques, qui ont voulu exploiter, à leur profit, des erreurs accréditées à dessein, commence à se calmer. L'on est arrivé à comprendre qu'une mesure qui a pour but de réparer équitablement les charges du pays sur tous les citoyens, d'une manière égale, est, après tout, une mesure de justice et de bon sens qu'il faut encourager, puisqu'elle n'est que l'application rigoureuse de l'esprit même d'égalité qui préside aujourd'hui à notre constitution et pour le triomphe duquel la France a lutté énergiquement depuis 89. La tranquillité règne à Toulouse. Le désarmement de la garde nationale s'opère, en ce moment, avec le plus grand ordre et la plus grande activité de la part des citoyens. Bientôt il ne restera plus qu'un souvenir et des regrets des déordres qu'on eût pu prévenir si l'on s'était moins laissé emporter par l'esprit de parti. Sans doute les journaux de l'opposition quand même continueront à exploiter ce thème si facile; mais chose bien remarquable, c'est que pendant que les journaux de la démocratie et de la légitimité crient à l'illégalité, et ils ont leurs raisons pour agir ainsi, les journaux de l'opposition constitutionnelle, qui ne peuvent pardonner au cabinet actuel d'avoir remplacé le cabinet du 1^{er} mars, avec l'assentiment des chambres, se bornent à dire que le droit du pouvoir était simplement douteux. Or qui ne voit que ce mot est une dernière concession faite à la mauvaise humeur de ces journaux et qu'en fond, ils sont bien éloignés de nier le droit du ministre.

En Angleterre les suppositions ont toujours leur cours relativement à ce que deviendront les

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

et leurs victoires. Ces derniers paraissent presque aussi embarrassés que les vaincus. Cette situation ne saurait durer long-temps. Les embarras extérieurs hâteront sans doute une décision, que les embarras intérieurs compliqueront à leur tour. Le ministère Peel n'aura donc pas autant de repos qu'il aurait pu l'imaginer et si la victoire lui a coûté beaucoup, il n'aura pas moins de difficultés à en conserver et à en exploiter le bénéfice.

La Turquie vient de faire un acte significatif, en nommant ambassadeur en France Reschid-Pacha, ancien ministre des affaires étrangères, et destiné naguère, grâce à l'influence de la Russie et de l'Angleterre. On parle en outre de nouvelles conventions qui seraient signées entre la France et la Turquie et les quatre autres grandes puissances de l'Europe. Ces conventions auraient pour but de régler le sort de la Syrie et de déclarer que l'isthme de Suez est la grande route de l'Europe en Asie, route ouverte à toutes les nations de l'Europe. Ce point serait de la plus haute importance pour la France, qui se verrait ainsi récompensée de sa longanimité dans les affaires d'Orient. La France agirait ainsi, comme elle le fait toujours, noblement : elle stipulerait pour la liberté commerciale du monde, bien différente en cela de sa voisine et de sa rivale, qui ne songe guères qu'à elle et à ses intérêts mercantiles.

DE PLAN DE LA VILLE DE BASTIA.

L'on nous adresse la lettre suivante qui nous paraît de nature à mériter un sérieux examen et nous désirerions vivement que son contenu pût amener enfin une solution quelconque dans la question du plan de la ville qui est toujours à l'état de projet. L'auteur de la lettre fait remarquer, avec raison, que rien au monde ne peut gêner un propriétaire dans l'usage de son droit. Il n'y a qu'une circonstance où l'exercice de ce droit puisse recevoir quelque modification, c'est quand il a été constaté, à la suite d'une enquête, que le

propriétaire pouvait être dépourvu de son droit, mais une loi ou une ordonnance royale sont nécessaires pour déclarer cette nécessité pour cause d'utilité publique. Il existe alors un jury spécial qui doit fixer l'indemnité à payer au propriétaire pour la cession de sa propriété. Hors de ce cas, prévu par une législation toute spéciale, nous ne voyons pas comment le droit d'un propriétaire pourrait être paralysé par la volonté d'autrui. Il serait sans doute, à désirer que les plans de la ville pussent se concilier avec les projets des particuliers, mais ce ne peut être, de la part de la ville qu'un désir et non un droit d'arrêter les propriétaires dans la jouissance de leurs droits. Voici la lettre qu'on nous adresse :

Monsieur le Rédacteur,

Je vous prie de vouloir bien insérer dans votre estimable journal les observations suivantes : On élabora depuis long-temps, au sein du conseil municipal de Bastia, un plan de cette ville avec des projets d'embellissements etc.... C'est très bien. Mais ces projets peuvent-ils empêcher les propriétaires d'user de leurs droits et de bâtir des maisons sans adopter les projets de la ville ? Non ; et c'est ce que la cour de cassation a jugé le 7 décembre 1837, chambres réunies.

Il y a de remarquable dans l'espèce de cet arrêt que le plan, en force duquel la ville de Vancienness'était opposée aux constructions, était approuvé par le gouvernement.

La cour de cassation n'a trouvé qu'un principe applicable à des complications de ce genre, c'est l'art. 9 de la Charte.

Le conseil de préfecture du département a décidé, d'après le même principe, que la législation en vigueur ne défend pas aux propriétaires de bâtir ou réparer des édifices, bien que ceux-ci soient désignés dans les projets, comme devant se trouver plus tard sur une voie publique nouvelle. (Arrêté du 17 février 1838.)

En effet, il serait fâcheux que des projets bien ou mal imaginés eussent le pouvoir d'arrêter les transactions et les bâtisses.

Maintenant, pourquoi les bons citoyens ne s'empresseraient-ils pas de se conformer aux projets de la ville ?

Il y a deux raisons pour qu'ils ne le fassent pas. La première c'est que la ville ne fait rien pour faire sortir son plan de l'état de chrysalide. La seconde, c'est que dans le plan projeté il n'y a pas une seule ligne parallèle à l'horizon, pas un angle coupé droit, ce qui gêne les bâtisseurs et choque le bon sens de tout le monde.

Agréé, etc.

L*** C***

Bastia, 12 août 1841.

Dans notre N° du 10 juillet dernier, nous avons, dans l'intérêt de notre pays et particulièrement de la ville de Bastia, rectifié quelques as-

sertions erronées contenues dans une lettre signée par deux patrons marins et publiée dans la *Sentinelle de la Méditerranée*, lettre dont le but était de contester les progrès que notre marine et notre commerce ont fait depuis 1830. Nous avons rempli cette tâche avec modération et sans attaquer la réputation de personne. C'est donc avec surprise que nous venons de lire, dans le même journal, une longue diatribe signée par un nouveau champion qui parle au nom de tous, et signe seul, en réponse à notre article bien inoffensif, bien modéré ! Le bon sens public a déjà fait justice des assertions qu'elle contient. Pour notre part, nous ne croyons devoir y répondre que par le silence. Quant aux personnes honorables et surtout aux agents principaux de l'entreprise des bateaux à vapeur de Bastia à Livourne, qu'on attaque avec autant d'injustice que de malveillance, si nous sommes bien informés, ils seraient décidés à intenter un procès en diffamation, et, si la plainte a lieu, nous craignons beaucoup que le signataire ne comprenne, quoiqu'un peu tard, que lorsqu'on n'a pas de bonnes raisons à faire valoir, il est plus prudent de se taire, que d'avancer des faits qui portent atteinte à l'honneur et à la réputation des honnêtes gens.

M. Arrighi, capitaine au bataillon des voltigeurs corses a fait don à la bibliothèque de l'École Paoli de soixante-dix-neuf volumes, provenant de celle du célèbre professeur de Padoue son oncle, ainsi que des autographes de ses œuvres publiées à Venise. Ce ne sont pas de ces livres de remplissage auxquels personne ne touche. Il en est plusieurs qui sont devenus inappréciables en raison de leur rareté. Ce dépôt précieux mérite d'être conservé avec un soin particulier. Il était impossible que les ouvrages de ce savant écrivain, l'une de nos illustrations littéraires, pussent trouver une place plus convenable que la bibliothèque Paoli. C'est ainsi que toutes les gloires nationales se rapprochent et se fondent ensemble. — On s'étonne à Corté de ce qu'une bibliothèque qui porte ce nom n'ait pas encore reçu l'Histoire de Filippini, qu'a fait distribuer gratis dans toute la Corse, M. le Comte Pozzo di Borgo.

Si nous sommes bien informés, le Conseil municipal, dans sa dernière session, n'a pas songé à une des choses les plus nécessaires, les plus indispensables à la salubrité publique. Nous voulons parler des fontaines de notre ville, lesquelles se trouvent dans un état déplorable. Nous appelons l'attention de l'autorité sur une affaire aussi importante, afin qu'elle y porte remède le plus promptement possible, car bientôt la population ne saura plus comment se procurer de l'eau.

Avant-hier au soir, il est arrivé dans notre ville un détachement de 250 jeunes soldats de la nou-

velle classe pour être incorporés dans le 49^e qui tient garnison en Corse. Ces militaires ont été débarqués à St-Florent par la gabarre de l'Etat la *Boussole*.

Les Anglais ne se tiennent pas pour battus par les Chinois. L'espèce de traité qu'ils avaient signé avec le gouvernement de Canton a été annulé par le chef du céleste empire et c'est dans sa capitale même que les Anglais se proposent d'aller demander satisfaction de cette non ratification. Une armée de 6,000 hommes doit aller bombarder Peckin. Les Anglais insistent beaucoup, mais ils s'adressent à un peuple faible et timide et peut-être leur audace sera-t-elle couronnée de succès. Qu'on n'oublie pas cependant que le succès n'est pas la justice et que l'Angleterre fait la guerre à la Chine, parce que la Chine ne veut pas laisser empoisonner ses sujets par le poison que les Anglais leur vendent, à leur grand profit, sous la forme de l'opium, dont les Chinois font un si désastreux abus. Là est la moralité de cette guerre.

En Amérique les Anglais sont moins heureux. Les réclamations de l'Angleterre relatives à Mac-Léod ont été repoussées et il a été décidé par la cour suprême américaine que Mac-Léod serait renvoyé devant les tribunaux ordinaires comme coupable de meurtre et d'incendie. Il y a six mois cette question était un cas de guerre entre les deux pays. Il paraît aujourd'hui que les affaires s'arrangeront et que l'Angleterre ne réclamera pas. Les intérêts de son négoce avec les Etats-Unis l'en empêcheraient.

Il est un projet qui contrarie beaucoup l'Angleterre en ce moment. Il est question de conclure une alliance commerciale entre la France et la Belgique qui n'aurait plus, à l'avenir, qu'une même administration douanière. Bien des intérêts sont en luitte dans cette question. Les intérêts du commerce français pourraient être compromis ; mais on pourrait peut-être conclure *a priori* que ce projet est excellent puisqu'il contrarie si fort l'Angleterre : nous n'avons pas, au reste, assez à nous louer d'elle pour que cette considération puisse nous arrêter. Les intérêts du commerce français doivent nous préoccuper tout d'abord.

NOUVEAUX DÉTAILS SUR LES DÉSORDRES DU 20 JUILLET DERNIER A ROME.

Nous avons annoncé dans un de nos derniers numéros que des désordres graves avaient eu lieu à Rome le 20 juillet dernier. Nous trouvons dans les journaux de Paris les détails suivants sur ces désordres, détails que nous nous empressons de publier, assurés que nous sommes qu'ils doivent intéresser nos lecteurs.

Rome, 20 juillet.

Je vous écris sous l'impression de l'affreux événement qui aujourd'hui même a jeté la terreur dans la ville de Rome.

Aujourd'hui, dès cinq heures du matin, la foule débouchait de toutes les rues qui conduisent au château Saint-Ange. Plus de cent mille personnes arrivaient de tous côtés pour assister à une exécution. Déjà l'échafaud était dressé,

on voyait briller à l'entour plusieurs lignes de fantassins hérissés de baïonnettes ; plusieurs escadrons de dragons, sabre au, contenaient une masse compacte qui avançait, grossissait toujours ; sans pouvoir trouver d'issue.

Cette curiosité s'expliquait par la gravité du crime dont l'expiation approchait. Les condamnés étaient au nombre de trois : Michelina Riteozzi, âgée de 31 ans ; son frère, Giovanni Riteozzi, âgé de 50 ans, et le fils de Giovanni Vincenzo Riteozzi, âgé de 27 ans.

Le crime qu'ils allaient payer de leur tête avait fait grand bruit. Près de la place Colonna demeurait un horloger florentin qui passait pour être riche ; il était marié, avait un enfant de sept ans et sa femme était enceinte ; ils avaient à leur service Marietta, jeune Napolitaine, fille de Michelina Riteozzi. La veille de la fête de la Girandola, la jeune servante vint auprès de sa maîtresse solliciter qu'on permit à sa mère de passer la nuit avec elle ; ce qui fut accordé. Le second jour on fit la même demande, la maîtresse consentit encore. Ce jour-là l'horloger sortit pour aller à St-Pierre assister à la cérémonie, laissant à la maison sa femme assez indisposée pour ne pouvoir l'accompagner.

Le quartier était plus désert que de coutume, tout le monde était de l'autre côté du Tibre. Michelina, qui était avec sa fille au rez-de-chaussée, cria tout à coup à la femme de l'horloger qui se trouvait au premier étage : « Madame ! madame ! descendez donc que je vous montre une souris blanche. » La pauvre femme descendit ; elle ne fut pas plus tôt arrivée en bas que deux hommes cachés dans une embrasure se jetèrent sur elle et l'étranglèrent. Aux cris de sa mère, l'enfant descendit, reçut plusieurs coups de couteau et fut laissé pour mort sur la place.

Le vol fut bientôt consommé, et le soir, à son retour, l'horloger heurta, en rentrant chez lui, les cadavres de sa femme et de son enfant. Ce dernier seul respirait encore. Quels étaient les assassins ? Le petit enfant, revenu à lui, prononça le nom de la servante et mit ainsi la justice sur les traces des coupables. Pendant plusieurs semaines les recherches furent vaines ; on donna communication de ces faits au gouvernement de Naples et aux autres gouvernements voisins des états du pape.

Enfin, on trouva la jeune Marietta dans un état affreux : elle raconta ce qui s'était passé depuis l'événement ; elle avait été obligée de suivre son oncle qui avait fini par la déshonorer, et l'avait abandonnée dans un horrible état de mutilation ; elle découvrit la retraite des assassins et fit connaître que deux des complices de Riteozzi avaient été eux-mêmes assassinés dans la crainte qu'ils ne divulguassent le secret du crime.

La police une fois sur la trace ne tarda pas à s'emparer des coupables ; on instruisit le procès de Michelina Riteozzi, de Giovanni Riteozzi et de

Vincenzo. Ils furent tous trois condamnés à la peine de mort. Giovanni, jusqu'aux derniers moments, se fit remarquer par le cynisme de sa conduite. Le jour de son supplice il demanda à déjeuner, puis il dit qu'il avait envie de dormir et qu'il voulait faire la sieste avant l'heure. Il se coucha, dormit paisiblement pendant deux heures, et on fut obligé de l'éveiller pour le mener à l'échafaud. « Allons, dit-il en ouvrant les yeux et en secouant la tête, je passerai le dernier jour de ma vie à contempler cette canaille romaine que je voudrais écraser avec mon cadavre ! »

Au coup de huit heures, un bruit immense s'éleva du milieu de cette foule attendant avec anxiété le commencement du spectacle auquel elle venait assister. On vit sortir du château Saint-Ange un piquet de carabiniers ; venaient ensuite les condamnés, assistés des prêtres et de pénitents de diverses couleurs. Les exécuteurs des hautes œuvres se tenaient, entourés de leurs acolytes, auprès de l'échafaud. A huit heures et demie, les cloches de Saint-Pierre sonnèrent, le canon du château Saint-Ange gronda, et quelques minutes après la tête de Michelina avait roulé sur l'échafaud. Après vint le tour de Vincenzo, puis celui de Giovanni. Au moment suprême son sang-froid ne l'abandonna pas ; sans prendre garde aux exhortations du prêtre qui l'accompagnait, il lançait au peuple d'horribles imprécations. Comme s'il eût pressenti les malheurs qui devaient suivre sa mort, il disait aux carabiniers et à l'exécuteur, en montrant la foule : « Oh ! si j'étais parmi eux que j'y ferais bien mes affaires ! Je ne regrette la vie qu'à cause de cela..... »

Comme si ces paroles avaient trouvé des échos au moment où sa tête allait rejoindre celle de ses deux complices, au solennel silence succédèrent des cris affreux. La foule, frappée de terreur, prend la fuite sans savoir encore quel danger la menace. Les malfaiteurs qui ont donné le signal du désordre ne tardent pas à en profiter. Ils se ruent à droite et à gauche comme des bêtes féroces, arrachent aux hommes leurs montres, déchirent les oreilles des femmes pour leur enlever leurs boucles. L'intervention de la police est impossible, vainement les troupes veulent-elles arrêter les malfaiteurs, leurs efforts ne font qu'augmenter le tumulte, et c'est bientôt un pêle-mêle de dragons, de fantassins, de gens du peuple et de voleurs ; de tous côtés on entend des cris de détresse, auxquels répondent des cris sauvages. Ces bruits discordants luttent avec le son des cloches et étouffent la voix des commandants, qui veulent ou rallier leurs soldats ou les empêcher de rompre les rangs ; dans le château St Ange on fait charger les canons et les soldats sont à leur poste mèche allumée.

La terreur se propage en un clin d'œil ; des deux côtés du Tibre, de la place du peuple au Capitole on ne voit que des hommes effarés qui

courent ça et là en criant au secours. La foule augmente à chaque instant ; plusieurs dragons sont si vivement pressés qu'ils sont renversés de cheval et obligés d'avoir recours à leurs armes pour se défendre. Des gens frappés d'effroi vont eux-mêmes au devant du danger. Enfin, la foule parvient à s'écouler. C'est alors un horrible spectacle que de voir la place et les rues environnantes jonchées de cadavres comme un champ de bataille.

Les blessés ont été à l'instant transportés dans les hôpitaux. A l'heure où je vous écris (une heure après midi) on comptait déjà douze morts, cinquante personnes gravement blessés et cent cinquante environ plus ou moins légèrement.

Plus de trois cents personnes ont été arrêtées. Bien qu'on soit encore sous l'impression de la plus profonde terreur, la tranquillité commence à se rétablir. L'autorité a pris ses précautions, les troupes sont sous les armes ; de tous côtés le peuple se retire et l'on n'aperçoit plus aucun symptôme de troubles. (Gazette des Tribunaux.)

JOURNAL ÉCRIT A BORD de la frégate

LA BELLE-POULE, PAR M. EX. B^o DE LAS CASES.

On procéda alors avec recueillement à l'ouverture du cercueil en plomb. Dedans se trouvait un troisième cercueil en sautoir, en parfait état de conservation. Il était si peu altéré, malgré le temps que l'on put retirer plusieurs des vis qui le fermaient, en les dévissant. Celui-ci ouvert, on en vit un quatrième, en fer blanc, bien conservé ; on savait que c'était le dernier. Le corps de l'empereur y avait été déposé, revêtu de son habillement complet de colonel des chasseurs de la garde, si connu en France. Sa tête et sa barbe avaient été rasées ; son chapeau, placé près des genoux et les deux vases qui, d'après le procès-verbal, contenaient le cœur et l'estomac, mis un peu au-dessus des pieds, entre les jambes. Les parois intérieures de ce cercueil avaient été entièrement garnies, selon la coutume des Indes, d'une épaisse soie ouate.

Lorsque la feuille supérieure de fer-blanc fut enlevée, on ne découvrit d'abord qu'une masse sans forme, et, au bout, appuyés sur les talons, les pieds des bottes qui paraissaient blanc mat, la couture s'était ouverte et avait laissé sortir l'extrémité des pieds ; on en voyait distinctement plusieurs doigts ; ils étaient pareillement d'un blanc mat.

On reconnut bientôt que cette apparence de masse informe venait de ce que le taffetas ouate attaché aux parois intérieures, lors de l'inhumation, s'était détaché. Les parties latérales se trouvaient affaissées, et le peu qui en était resté adhérent aux parois présentait l'aspect de végétations blanches, floconneuses et frangées. La courbe supérieure était tombée sur le corps. Le docteur l'enleva avec un soin religieux, en commençant par les pieds et en la roulant sur elle-même.

On vit alors le corps entier de Napoléon.

Je ne sais si cet effet tient à des parcelles de ouate ou de soie qui se seraient attachées à lui, mais il m'apparut, et plusieurs personnes présentes ont éprouvé la même sensation, comme s'il eût été vu à travers une gaze assez épaisse. Il était étendu exactement dans la même position

dans laquelle il avait été placé. Le cuir des bottes autour des pieds ne se reconnaissait plus, mais il s'était maintenu noir sur le reste des jambes. Entre elles étaient les deux vases d'argent qui, selon le procès-verbal, contenaient le cœur et l'estomac. On pouvait observer l'aigle d'argent sur une des couvertures. Le chapeau, placé obliquement sur les cuisses, s'était affaissé; pourtant il était bien conservé. La forme de son habit de chasseur, ainsi que les boutons, se voyaient parfaitement. La plaque et à côté d'elle les deux décorations, la Légion d'honneur et la Couronne de Fer étaient sur la poitrine, la plaque presque noire, mais les décorations brillant encore. Les épaulettes petites étaient à leur place, toutefois portées un peu en avant; l'or en était très-bruni. On distinguait très-bien la couleur rouge du parement du bras gauche, le fond vert du reste de l'habit, et, sortant de dessous l'habit une partie du grand cordon de la Légion d'honneur. La main droite était serrée contre le corps et presque tout à fait cachée; la gauche paraissait enroulée. Elle n'était pas blanche comme les pieds; elle n'avait pas perdu la forme jolie qu'elle avait pendant la vie. Le docteur la toucha: elle était souple sous son doigt. Le bas du visage avait conservé toute sa régularité; le haut particulièrement la place des pommettes, était tuméfié et élargi; le nez seulement présentait de l'altération. Le docteur palpa le visage; il le trouva dur: ce qui lui fit dire qu'il était momifié. La bouche avait conservé sa forme, les lèvres étaient un peu entr'ouvertes; entre elles paraissaient trois dents supérieures d'une grande blancheur. La barbe, un peu repoussée (peut-être une demiligne, donnait une teinte bleuâtre prononcée. La tête était très-grosse: on voyait parfaitement sa forme, et elle semblait très légèrement enduite d'une substance blanchâtre. Le front apparaissait large et élevé. Les sourcils n'étaient pas entièrement tombés. Les paupières étaient fermées: une partie des cils y tenaient encore... C'était bien Napoléon! Napoléon privé de vie, mais non déformé... On eût presque dit qu'il était encore à ce dernier jour de sa carrière de travaux et de périls... au premier jour de l'éternité!...

• A la vue de cette œuvre de mort, si voisine des apparences de la vie, malgré tant de temps écoulé, nous avions tous été soudainement saisis de sensation impossible à rendre. Les sentiments produits étaient d'autant plus vifs que le fait qui les causait était plus inattendu. Qu'éprouvât mon père avec sa chaleur de cœur, s'il eût assisté à ce spectacle! la force lui aurait manqué pour supporter une pareille épreuve, il aurait succombé. Le général Bertrand regardait avec l'attitude de quelqu'un qui va se précipiter. Plusieurs sanglotaient d'une manière convulsive, d'autres restaient mornes, les yeux tout humides. Le jeune comte de Chabot avait le visage inondé de larmes...

Pour moi, qui si souvent avais cherché à imaginer, à me représenter Napoléon mourant, tout ce qui m'entourait, tout ce que je voyais, me paraissait les formes matérielles d'un rêve céleste!...

• Nous contemplions depuis environ une minute et demie à deux minutes!... L'ouverture avait eu lieu afin qu'on pût prendre les précautions sanitaires, indispensables pour une longue traversée. Le docteur Guillard déclarait à M. de Chabot, que, vu l'étonnante conservation du corps, son opinion était qu'il fallait tout réformer immédiatement, ce qui fut autorisé. Le docteur, après l'avoir légèrement enduit de créosote, remplaça le morceau de soie ouatée dans la même position où il avait été trouvé, et le cercueil fut clos. Il était une heure. On ne put ressouder le fer-blanc, les ouvriers affirmaient qu'il était trop

oxydé, que cela demanderait un travail de plusieurs heures, et le temps ne le permettait pas. Mais on ravisa le cercueil en acajou. M. le docteur Guillard fit ressouder devant lui, avec le plus grand soin, l'ancien cercueil en plomb. On le plaça, très-assujéti, dans le nouveau cercueil en plomb, qui fut fermé d'une immense plaque. Cette plaque fut soudée, toujours avec les mêmes précautions. Le tout se trouva enfermé dans le sarcophage en ébène venu de France, dont la clef fut remise à M. de Chabot.

• M. le capitaine Alexander, en sa qualité d'officier député par S. Ex. le gouverneur de l'île, lut alors, et remit à M. de Chabot une déclaration d'où il résultait qu'il était dûment constaté que les restes mortels de feu l'empereur Napoléon avaient été déposés et enfermés avec soin dans le présent sarcophage; que les dits restes mortels allaient être dirigés, sous les ordres personnels de S. Ex. le major général Middlemore, gouverneur de l'île, vers le lieu d'embarquement, où ils seraient remis à la disposition du gouvernement français.

• M. le comte Ph. de Rohan-Chabot, en sa qualité de commissaire nommé par S. M. le roi des Français, accepta le cercueil contenant les restes mortels de l'empereur Napoléon et déclara qu'il était prêt, ainsi que les personnes qui composaient la mission française, à l'accompagner jusqu'au quai de Jame's Town, où S. A. R. le prince de Joinville, commandant supérieur de l'expédition devait se trouver pour le recevoir au nom de la France.

Viennent ensuite les détails très circonstanciés de la marche du cortège funèbre jusqu'à la plage et puis l'embarquement du glorieux dépôt à bord de la frégate la Belle Poule.

• Vendredi 16. — Pendant la nuit, l'officier de quart avait conservé la grande tenue. La frégate était restée pavisée et le corps avait été maintenu en chapelle ardente. A dix heures M. l'abbé Coqueran commença l'office divin. Pendant toute la durée, la corvette et le brick qui, depuis huit heures du matin, avaient le pavillon à mi-mât et les vergues en pantenne, tirèrent alternativement un coup de canon de minute en minute.

• Les cérémonies terminées, le corps fut déposé dans le caveau préparé, avec les prières et les formes prescrites par l'Eglise catholique.

• Tout était accompli: le pavillon de soie, garni de crêpe noir, flottait toujours en tête du grand mât. L'officier de service vint demander au prince commandant des ordres à ce sujet: « Qu'il y reste, répondit-il, jusqu'à ce que nous ayons perdu la terre de vue; on doit bien cela à l'empereur!... »

Voilà les bâtiments de l'expédition en mer avec les restes de l'empereur. Le recueillement était solennel à bord des deux bâtiments. La traversée s'effectua sans danger.

Le 29 novembre, l'expédition, après cinquante et un jours d'absence et l'accomplissement de sa glorieuse mission, revint la terre de France.

• Le 30, dit l'auteur de la relation, vers trois heures du matin, les circonstances du vent et de la marée permettaient de tenter l'entrée de Cherbourg. Le commandant était déjà prêt et donnait ses ordres. A quatre heures, nous vîmes venir à nous le bateau à vapeur la Normandie. La frégate avait été aperçue de terre au coucher du soleil, et le préfet maritime de Cherbourg, M. le baron de Martigny, l'envoyait au devant de nous dans le cas où il aurait pu nous être utile. A cinq heures dix minutes du matin, nous entendions le commandement de mouiller. Nous entrions en France, dans le port, dans la patrie!...

(La France Maritime.)

ANNONCES ET AVIS.

M. le Ministre président du conseil a arrêté le 20 juillet dernier un programme d'un concours pour l'admission aux emplois de chirurgien-élève en 1841. On pourra prendre connaissance de ce programme, qui a été d'ailleurs affiché dans les principales villes de la Corse, dans les bureaux de MM. les sous-intendants militaires de Bastia et d'Ajaccio et dans ceux de M. le sous-préfet de Sartène et de MM. les commandants des places de Corte, Calvi et Bonifacio.

APERÇU

sur

LA CORSE,

PAR LÉON GRITTON,

Ancien Professeur de langues anglaise et allemande et régent au Collège de Calvi.

Prix : 2 francs.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 7 au 13 août 1841.

ARRIVÉES.

Arles. brick goélette Corse, c. Sisco, diverses. Toulon. brick goélette Phénix, c. Guasco, sel. Toulon. bat. à vap. Var, cap. Valzi, dépêches. Livourne. gondole Miséricorde, c. Gentile, lest. Livourne. b. à vap. Puzosiborgo, c. Valzi, lest. Marseille. goélette Constance, c. Rogliano, div. Marseille. chasse-marée St-Jean-Baptiste, cap. Cervoni, sel.

Portovecchio. bombarde Ste-Claire, c. Laurent, bois.

Fiumorbo. gondole Lavasina, c. Ficaja, blé. Aleria. gondole Assomption, c. Guaitella, blé. Civitavecchia. gondole St-Vincent-Ferri, cap. Semidei, fromage.

Foce di Golo. gond. Annonciation, c. Dominici, blé.

Macinaggio. gondole Quatre Frères, c. Dominici, vin.

Paululella. goélette Robertine, c. Collari, planch. Pronete. brick goélette Corse, c. Sisco, lest.

DÉPARTS.

Macinaggio. tartane Bonne-Esper, c. Badaloro, lest. Macinaggio. tartane St-Louis, c. Prébois, lest.

Ponole. goélette Robertine, c. Collari, diverses. Pronete. mistick Conception, c. Marini, diverses.

Pronete. brick goélette Phénix, c. Guasco, sel. Pronete. brick goélette Corse, c. Sisco, diverses.

Pronete. gondole St-Antoine, c. Ficaja, lest. Pronete. chasse-marée St-J.-Baptiste, c. Cervoni, sel.

Livourne. bat. à vapeur Sebastiani, c. Sactoni, Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Marseille. bombarde Ste-Claire, c. Laurent, bois. Cervonne. gondole St-Antoine, c. Sisco, diverses.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FADIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'Auguste DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

Bastia.

ENCORE DU PLAN DE BASTIA.

Il y a bientôt deux ans que le plan de la ville de Bastia est à l'étude. C'est bien long sans doute; toutefois nous serions étonnés de nous plaindre de cette lenteur interminable, si le plan, auquel on paraît s'être arrêté, était le meilleur possible et le plus utile pour la ville et pour les habitants. Mais malheureusement il n'en est pas ainsi, et c'est dès lors, pour nous, un devoir d'élever une voix encore la voix contre ce plan. Notre dernière espérance est que le projet qu'on enverra, un peu plus tôt ou un peu plus tard, au ministre de l'intérieur ne sera pas approuvé; et pour faire en sorte que cette espérance ne soit pas une déception, nous dirons quelques mots sur le projet qu'on a de faire disparaître la place Louis-Philippe, qui a cependant coûté assez cher à la ville et qui lui est assez avantageuse pour qu'on doit la respecter et renoncer à l'idée étrange de la remplacer par une autre place qui coûtera beaucoup, sans offrir aucune espèce de compensation en retour.

Quand on fait le plan d'une ville, un principe doit présider à ce travail: on doit s'attacher surtout à grouper la population autour d'un point central, afin de faciliter les communications des différents points de la ville entr'eux. Bastia, par sa position topographique, offre, nous le reconnaissons, beaucoup de difficultés à cet égard. Agglomérée le long d'une côte assez rapide en certains endroits, elle doit gagner en longueur et en hauteur l'espace qu'elle ne peut trouver en largeur; mais quand cet inconvénient très grave existe par lui-même, nous ne comprenons guère pourquoi on voudrait l'accroître encore, en portant tous les efforts des constructeurs sur un point déjà avantageux, mais le concevons, pour des spéculations habiles, mais qui doit faire désertir véritablement des points presque aussi avan-

geux et qui seraient au moins pour avantage de faire que la ville gagnât quelque peu en largeur et que les communications d'un point à un autre devinssent plus commodes, plus promptes. C'est cependant à quoi on n'a pas fait attention dans le plan arrêté. La place Louis-Philippe, d'après ce plan, doit être presque tout entière convertie en terrains destinés à recevoir des constructions particulières, et il est bien évident que les terrains de la traverse seront à leur tour délaissés et que toute l'activité se reportera sur l'emplacement que la place Louis-Philippe laissera disponible. La traverse est donc condamnée à rester ainsi de longues années encore dans un état de délabrement complet et la ville de Bastia est réduite par là même à voir ajournés des travaux qui auraient si puissamment contribué à son embellissement et à sa centralisation, pour ainsi dire. Ce serait encore en longueur qu'elle se développerait et l'inconvénient déjà si grand, qui existe, serait augmenté encore par ceux-là même qui devraient y porter remède.

L'année dernière nous avons déjà démontré tout ce qu'il y avait de peu habile dans la combinaison dont nous parlons, et qui consiste à rejeter la place d'armes entre la place Louis-Philippe actuelle et le pont de la vallée du Fango. Nous avons rappelé que la place actuelle qui suffit à tout et qui, avec quelques travaux peu coûteux, pourrait être achevée d'une manière convenable, avait coûté à la ville 70,000 f. et que les terrains à vendre ne produiraient guère au delà de 30,000 f. qu'à ce déficit il faudrait ajouter une nouvelle dépense d'au moins 60,000 fr. soit pour achat de terrains, soit pour travaux nécessaires pour la construction du nouveau Champ-de-Mars, ce qui constituerait pour la caisse municipale une perte de 100,000 fr. et cela à une époque où la ville a besoin plus que jamais de faire des économies, alors qu'elle a des travaux si urgents et si importants à accomplir. Cependant notre opinion est celle d'un grand nombre de nos concitoyens n'a

point prévalu; les architectes ont maintenu leurs plans et les finances de la ville ont été sacrifiées. Concevoit-on en effet que la ville de Bastia ait dépensé 70,000 fr. pour construire une place; conçoit-on que le gouvernement ait concouru à cette dépense pour 20,000 fr. et tout cela pour arriver à des opérations assez maladroites et assez peu productives au fond? Comprend-on qu'on ait fait il y a dix ans, une place qui était indispensable, et qui pourrait devenir très facilement une place magnifique, pour la déconter plus tard en parcelles de terrains à bâtir, ne réservant de cette place qu'un misérable quai de quelques mètres de long et de large, alors qu'il existe pour bâtir des emplacements considérables qui de très-long temps ne seront pas encore couverts de constructions, qui présenteraient au moins cet avantage de grouper vers un centre commun les habitations nouvelles? Où est donc la nécessité de confisquer les terrains de la place Louis-Philippe et de condamner la ville à remplacer immédiatement cette place par une autre qui coûtera le double, peut-être le triple des sommes que l'on pourrait tirer de la vente de la plus grande partie des emplacements de cette même place? Où est l'urgence, l'opportunité d'une semblable résolution? Nous avons beau y réfléchir, il nous est impossible de les découvrir. Si encore la métamorphose qu'on veut faire subir à la place Louis-Philippe présentait au moins, sous le rapport architectural, un aspect satisfaisant, nous pourrions consentir à oublier les folles dépenses qui en seront la conséquence; mais cette métamorphose constituera le plus déplorable point de vue qu'on puisse imaginer. Cette place réduite dès-lors aux maigres proportions d'un long boyau, qui s'étendra depuis les maisons Lota et Santelli jusqu'au rond point qui termine actuellement la place au Nord, ne sera entourée de constructions que dans le tiers de sa longueur, toute la partie qui regardera de la mer devant rester dans l'état actuel. Il est vrai qu'on veut lui donner le nom de Cours, mais

ce ne sera, quoiqu'on fasse, ni un cours, ni une rue, ni un quai : un cours suppose des allées d'arbres ; une rue, une issue ; un quai est établi pour faciliter les opérations du commerce ou pour devenir un moyen de communication. Ne voilà-t-il pas une promenade bien imaginée, et encore notez que le cours, puisque cours il y a, sera entouré de maisons dans une partie de son étendue ; ne voilà-t-il pas une belle décoration pour un cours ? Puis représentez-vous le bel effet que produira ce boyau ainsi pressé entre les maisons, dans une moitié de son étendue, entre les maisons et la mer, dans l'autre partie, et vous comprendrez que si sous le rapport financier ce projet est funeste, il ne l'est pas moins sous le rapport des embellissements à donner à notre ville. Forcer la ville à perdre ses avances, à faire de fortes dépenses nouvelles, pour arriver à s'enlaidir, n'est-ce pas trop à la fois ?

Ce que nous comprendrions à merveille, c'est que la ville abandonnât à des spéculateurs particuliers, s'il s'en présentait, les terrains qu'ils pourraient conquérir depuis l'extrémité de la place Louis-Philippe jusqu'au pont de Fango, à la condition de construire des maisons sur un plan donné, ainsi qu'il est question de le faire à Ajaccio : mais ce que nous ne comprenons pas, c'est que l'on oblige la ville à se charger elle-même de cette opération ruineuse pour elle et que les terrains qu'elle aura à conquérir sur la mer ou à acheter à des particuliers, elle les emploie pour faire un Champ-de-Mars, alors qu'elle en possède un qu'avec très peu de dépenses et en adoptant d'autres plans plus avantageux, elle pourrait bientôt voir, sans qu'il lui en coûtât un centime, environné, dans trois de ses parties, de constructions élégantes et commodes. Pourquoi la ville ne vendrait-elle pas les terrains qu'elle possède vis-à-vis les Missionnaires qui, garnis de maisons, formeraient du côté du sud une clôture convenable à cette place, alors que des bâtiments seraient construits dans la propriété de M. Cecconi à l'Ouest, et que d'autres pourraient s'élever au Nord, sur une ligne parallèle à ceux du Sud, sur le terrain que des particuliers pourraient, si on leur accordait cette faculté, obtenir sur la mer ? La ville obtiendrait ainsi tout ce qu'elle peut raisonnablement souhaiter, c'est-à-dire une place vaste, commode et qui continuerait, comme aujourd'hui, à être la place d'armes de la ville basse. Des constructions nouvelles qui contribueraient à l'embellissement de cette partie de la ville, seraient élevées et cela sans qu'on demandât le moindre sacrifice à la caisse municipale.

Au reste, la question est bien simple et se réduit à ceci : la ville de Bastia a dépensé 70,000 fr. pour se procurer un Champ-de-Mars ; cette place d'armes elle la possède et elle suffit aujourd'hui et elle suffira long-temps à tous les besoins de la garnison : convient-il dès lors de vendre cette place à perte, pour en construire une nouvelle,

qui coûtera beaucoup en achats de terrains et en constructions nouvelles, place ou champ d'exercices qui n'est nécessaire par rien aujourd'hui, et qui d'un siècle au moins sera complètement inutile ? Le gouvernement voudrait-il avoir donné 20,000 fr. à la ville de Bastia pour l'aider à construire une place qui lui était nécessaire, et sentir ensuite à voir cette place dépécée en parcelles et vendue à l'enchère ? Voilà la question dans toute sa simplicité et nous espérons qu'elle recevra une solution qui laissera dans la caisse de la ville une somme de cent mille francs que la ville et les architectes pourront employer d'une manière beaucoup plus utile, beaucoup plus profitable qu'ils ne le feraient en gaspillant cette même somme pour préparer un Champ-de-Mars, alors qu'il en existe un suffisant ; solution qui permettra enfin aux particuliers de commencer tranquillement les travaux qui tourneront au profit et à l'embellissement de notre ville et qui feront que tout le monde y trouvera son compte et la caisse municipale, et les particuliers et les architectes eux-mêmes.

Dans la journée du 18 matin, un violent incendie éclata dans la plaine de Vescovato, à la maison de campagne des MM. Filippi. L'alarme ayant été donnée toute la population du village est accourue, ainsi que la demi-brigade de gendarmerie commandée par M. le lieutenant Klein. C'est surtout à l'activité et à l'intelligence que ce dernier a apportés dans la direction des secours qui ont été donnés que l'on doit de s'être rendu promptement maîtres de l'incendie. Nous nous empressons de signaler à la reconnaissance publique le dévouement dont M. Klein a fait preuve en cette circonstance. Le dommage causé par le sinistre a été assez considérable, mais la propriété était assurée et la perte sera ainsi réparée.

Jeudi prochain 26 août à deux heures de relevée aura lieu, dans l'église St Charles, la distribution solennelle des prix aux élèves du collège de Bastia.

Par ordonnance royale, en date du 30 juillet dernier, M. Guibert, vicaire général honoraire de Mgr l'Evêque d'Ajaccio et supérieur du Grand Séminaire, a été élevé à la dignité d'Evêque de Viviers (Ardèche).

Par ordonnance royale en date du 3 août, M. Costa Jean-François, licencié en droit, a été nommé Sous-préfet de Sartène, en remplacement de M. Costa père, décédé.

Par arrêté de M. le ministre des finances du 9 de ce mois, ont été nommés :

Percepteur à Vico, M. Colonna Michel, titulaire actuel de Casaglione ;

Percepteur à Casaglione, M. Pancrazi Hyacinthe, actuellement percepteur surnuméraire ;

Percepteur de Serra, arrondissement de Sartène, M. Rosaguti César-Balthazard, percepteur surnuméraire.

Samedi prochain 28 du courant aura lieu, dans l'église St Charles, la distribution des prix des Ecoles chrétiennes de cette ville.

TOULON, 19 août 1841. — (Correspondance particulière de l'Insulaire).

L'escadre de l'amiral Hugon, à mouillage au large de la semaine dernière venant d'Alger, ne ce moment elle attend une destination, qui, à ce qu'on assure doit prochainement arriver.

S'il faut en croire les nombreux bruits qui circulent, l'escadre partirait sous peu de jours pour le Levant, et l'amiral Hugon, ayant une autre mission, quitterait son commandement pour le remettre à M. le vice-amiral Lafande. Comme jusqu'à présent rien d'officiel n'a paru, relativement à ce changement, on ne doit y attacher aucune foi.

Il est aussi question du désarmement de l'escadre ou tout au moins, de la majeure partie des vaisseaux qui la composent. Heureusement qu'il n'y a rien de justifié en pareil bruit, que nous regardons comme une absurdité.

La direction du port fait une grande perte en M. Robert, capitaine de vaisseau qui vient d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite. Cet officier supérieur, excellent administrateur, qui avait su attirer l'estime de tous ses employés, laissera en partant de vifs regrets de la part des pères de famille dont il était le soutien, et des jeunes gens à qui il a procuré un avenir.

M. Ricody, nouvellement promu au grade de contre-amiral, va prendre le commandement d'une division qui sera composée de trois vaisseaux et de divers autres bâtiments.

C'est M. Ricaudy, capitaine de vaisseau qui a été nommé directeur des mouvements du port, en remplacement de M. Robert.

On assure, à l'instant, qu'une dépêche est arrivée hier dans les bureaux de la préfecture, laquelle donne l'ordre de faire armer immédiatement la *Couronne* et le *Nestor*.

Nouvelles Diverses.

— On a des nouvelles de New-York jusqu'au 19 juillet. Quelques journaux annoncent que Mac-Leod a été enlevé de la prison de Lockport par 400 Canadiens, mais sans paraître accorder à ce bruit une grande confiance.

— Un grave accident est arrivé, le 28 juillet dernier, à M. le duc de Bordeaux, dans une promenade aux environs de Kirchberg. Son cheval, effrayé par une charrette, s'est renversé sur lui, et il a eu la cuisse cassée. Il y a différentes versions sur la gravité de la fracture.

— On lit ce soir dans le *Messenger* :

« A la suite de quelques troubles qui ont eu lieu à St-Lynde, commune rurale du département de Lot-et-Garonne, une sédition a éclaté à Villeneuve-d'Agen et a amené de graves désordres. La malle a été arrêtée et pillée. Le sous-préfet n'ayant à sa disposition d'autres forces que la gendarmerie, s'est réfugié dans la maison centrale d'Esses. Une barricade a été construite sur le pont situé à l'entrée de Villeneuve.

Des ordres ont été donnés sur-le-champ pour diriger des forces suffisantes sur Villeneuve. La cour royale d'Agen a évoqué l'affaire.

— **VARIÉTÉS.**

Un de nos abonnés de l'intérieur nous adresse, à la hâte, les quelques réflexions suivantes qui lui ont été suggérées par une première et rapide lecture d'une brochure publiée tout récemment sur notre pays. Nous publions cette protestation nous réservant de revenir nous-mêmes sur cette publication, dont le bon sens public a déjà fait, du reste, suffisamment justice.

SUR LA BROCHURE DE M. GRIFFON.
Voilà encore un nouvel aperçu sur la Corse par

M. Léon Griffon. C'est un véritable griffonage, une mauvaise édition de la fameuse brochure d'Alfred Dumas. Savez-vous pourquoi et dans quel but il a écrit sur la Corse son avertissement d'auteur nous l'apprend : c'est pour que les contingents se comportent en Corse à la satisfaction des habitants. Ils seront sans doute flattés des leçons de bienséance et des règles de conduite qu'il veut bien leur donner. Régent du collège communal de Calvi, M. Griffon voudrait-il régenter aussi la Corse ? Et pourquoi pas, est-ce qu'il n'a pas trouvé le secret de la civiliser ? Il faudrait, dit-il, qu'à l'exemple de l'Allemagne, la musique fût en Corse partie de l'enseignement élémentaire. Ce serait, à son avis, le moyen le plus propre à adoucir les mœurs d'un peuple à moitié barbare. Nul ne pourrait réussir mieux que lui, dans cette œuvre de civilisation ; car, sans être habile dans la musique, de nouvel Orphée nous apprend modestement qu'il a cultivé cet art pendant bien des années avec les Allemands. Il y a deux ans, un autre réformateur de cette force, exprimait le regret qu'il n'y eût point de maîtres d'escrime dans l'île. Qui nous assure qu'un troisième ne viendra pas nous proposer des maîtres de danse ?

M. Griffon a consacré un des chapitres de sa brochure à la peinture des qualités morales et du caractère de ce peuple peu discipliné de sa nature et qui ne le sera pas même au bout de dix siècles. Pour parler des mœurs d'un pays, c'est-à-dire de ce qu'il a de plus intime, de spécial, d'individuel, il faut commencer par l'étudier de près et sur toutes ses faces avec un esprit dégagé de prévention tel qu'il est en réalité et non pas tel qu'il s'offre à des cerveaux malades ou à de mauvais romanciers. Nous demanderons à M. le régent de Calvi, la permission de lui adresser une petite question. Où a-t-il étudié les qualités morales des CorSES et leur caractère ? Si nous sommes bien informés, il ne serait jamais sorti de l'étroite enceinte de cette ville. Peut-être des raisons de prudence ne lui ont-ils pas permis de pénétrer plus avant dans l'intérieur de l'île. Il a craint sans doute que s'il lui arrivait de s'engager, à tort ou à raison, dans une forte querelle avec un Corse, celui-ci n'eût de son côté la moitié de la commune au moins. Le danger est plus grave qu'on ne se l'imagine. La sûreté personnelle n'a point de garantie, en effet la course de la justice est ordinairement entravée, chacun assurant n'avoir rien vu ou entendu ; et c'est encore ici la crainte d'une vendetta qui clot la bouche aux plus intrépides. — On conçoit qu'avec de pareilles appréhensions et l'esprit encore frappé du stilet dont un jeune Corse blessa, dit-il, au coronal un sous-officier, il ait singulièrement resserré le cercle de ses observations morales et économiques. C'est vraiment dommage.

Il y a tant de pénétration et de jusse dans l'esprit de M. Griffon, si nous devons en juger

par les aperçus de sa brochure, qu'une excursion rapide à travers la Corse, nous en eût appris beaucoup plus, que tous les ouvrages depuis Diodore de Sicile, jusqu'à M. Valéry. Ses découvertes sont réellement étonnantes ! Et pour n'en citer qu'une seule, savez-vous quelle a été la cause réelle, la cause déterminante de la chute de l'Empereur ? Ce n'est ni le désastre de Russie, ni la défection des généraux, ni les intrigues de la diplomatie, ni la lassitude de la France, ni les efforts réunis de la coalition. Qu'est-ce donc ? M. Griffon, l'explique autrement : « L'Empereur est tombé, dit-il, parce qu'il avait tout l'intérêt d'un Corse. » A présent, quelle avait été la cause de son élévation ? Devinez-le ? Est-ce son génie, la valeur des circonstances, sa grande renommée militaire, le besoin de l'ordre, l'horreur de l'anarchie ? Pas de tout. C'est parce qu'il avait toute la présomption de ses compatriotes. » Convenons-en : les aperçus de M. Griffon n'ont rien de commun avec ceux des historiens de l'époque. Le point de vue a changé. On voit bien que cet économiste n'aime point à se traîner servilement dans les routes battues. Aussi, a-t-il choisi des sujets non encore traités, tels que la vendetta, l'instruction publique, le clergé etc. A propos de celui-ci, on trouve dans sa brochure une foule de remarques érudites et qui ne peuvent manquer de le flatter beaucoup. — Écoutez-le. « Le clergé corse surtout s'est fait à plusieurs époques remarquer par une crasse ignorance. On ne doit point s'en étonner. Ne venait-il pas de l'Italie, cette fabrique de diacres et de prêtres ? Du clergé, il passe, par une transition toute naturelle aux cérémonies religieuses. Le croirait-on, de la part d'un employé de l'université dont le premier devoir est de prêcher le respect de la religion ? Ces cérémonies, expression extérieure des croyances les plus respectables, sont le sujet des plus indécentes plaisanteries. Nous nous bornerons à citer cette note : « Les confréries (dont il s'amuse à peindre l'accoutrement) se disputaient et le plus souvent venaient aux coups pour savoir qui aurait l'honneur de porter pendant la procession une croix de 250 livres. Pour obvier à cet inconvénient on a pris le parti d'adjuger la croix à celui qui offre la plus forte somme d'argent. » Le fait est faux. Mais serait-il vrai, que les convenances de position, à défaut d'autres motifs, ne lui permettaient point d'en parler avec cette légèreté impardonnable. Si des épigrammes de cette nature blessent dans un poème burlesque, ils sont bien sûrement déplacés dans une brochure, qui s'annonce comme une œuvre sérieuse ; ils révoltent bien davantage de la part d'un régent de collège qui, pour être versé dans les langues anglaise et allemande, n'est pas dispensé de croire à la sincérité des croyances religieuses et moins encore de respecter ce que la morale publique veut que tout le monde vénère. M. Griffon peut appartenir par ses prin-

cipes à l'école voltairienne mais il n'en a assurément, ni l'esprit, ni le goût.

M. Griffon veut bien reconnaître, que la Corse aussi, peut citer, avec orgueil quelques noms illustres ; par exemple ceux de MM. Cerati inspecteur des écoles primaires, Jacobi, etc., etc. Est-ce malice, sarcasme, ou courtoisie de collège ? Quoiqu'il en soit, ces messieurs dans leur modestie, (c'est l'attribut du mérite), ne peuvent manquer de penser, d'être quelque peu touchés de l'insigne honneur de se trouver sur la liste de nos célébrités, à côté de Paoli, Napoléon, Abatucci, etc. Il est fâcheux que M. Griffon ne soit pas né parmi nous. Comme historien, sa place était marquée d'avance dans ce panthéon national.

Mais ce n'est pas sur ce ton, ce n'est pas avec des plaisanteries qu'il faut répondre à tous ces faiseurs de brochures. J'ai tort peut-être de révéler ce qu'elles renferment d'assertions fausses et d'intentions malveillantes. Destinées à passer inaperçues et sans bruit, on leur donne l'importance qu'elles n'ont pas, on les salue un instant de l'oubli où elles courent. — Je n'ai plus qu'un mot à ajouter. La vendetta, disent les continuateurs est une loi de notre organisation, une espèce d'instinct de notre nature sauvage. Le plaisir qu'elle procure, est notre bonheur suprême. Comment se fait-il cependant que nous les laissions débiter impunément toutes ces sottises ? En avons-nous jamais tiré d'autre vengeance que le mépris ? Si dans tout autre département on eût dit, tout bas, la centième partie des bêtises que l'on publie journellement sur la Corse. Si l'on eût seulement essayé de dénaturer les mœurs de ses habitants, pour les présenter sous un jour odieux, les lois de l'hospitalité ne seraient plus qu'une vaine sauvegarde, contre de justes ressentiments et de légitimes susceptibilités. Ainsi, la tranquille assurance avec laquelle on nous outrage dans de mauvais opuscules est une preuve éclatante, de la mansuétude de notre caractère. Ces folliculaires sont la réfutation vivante de tout ce que l'on publie constamment sur notre nature féroce et enflammée, sur cette susceptibilité meurtrière, cause permanente de tant de crime, et sur le peu de sécurité, que le pays offre aux étrangers. Se lasse-t-on de nous calomnier ? On pardonne un outrage personnel. On ne demeure pas indifférent devant les injures grossières que l'on jette à son pays sous la forme la plus dérisoire. M. Griffon prétend que notre dialecte n'est qu'un mauvais jargon, si bien, que nous ne nous entendons guère d'un arrondissement à un autre. C'est possible. Je lui ferai pourtant observer, que malgré cette confusion de langues, il est un point sur lequel nous nous entendons parfaitement, c'est l'expression unanime du sentiment de pitié que nous inspirent tous les destructeurs du pays, qui dans leur folle suffisance s'avisent d'en parler sans le connaître.

N. C.



ANNONCES ET AVIS DIVERS.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

HOPITAL MILITAIRE DE BASTIA.

ADJUDICATION AU RABAI.

de la fourniture de diverses denrées et objets de consommation nécessaires pour le service de l'hôpital militaire de Bastia, pendant l'exercice 1842.

Le Public est prévenu qu'en exécution de l'article 322 du règlement du 1^{er} avril 1831, et les modifications apportées par la Dépeche ministérielle du 14 août 1837, et la note ministérielle du 3 juillet 1838, il sera procédé à l'Hôpital militaire de Bastia, à l'adjudication des fournitures ci-après : le 16 septembre 1841, à deux heures de relevée :

SAVOIR :
VIANDE, tant Bœuf que Veau ou mouton, le kilogramme.
PAIN blanc, le kilogramme.
VIN ROUGE vieux, le litre.
RIZ, le kilogramme.
VERMICELLE, le kilogramme.
LAIT, le litre.
PRUNEAUX, le kilogramme.
SEL, le kilogramme.
BOIS à brûler (ayant six mois de coupe) le quintal métrique.
CHARBON de bois, le quintal métrique.
HUILE d'olive à brûler, le kilogramme.
CHANDÈLLES, le kilogramme.
VINAIGRE, le litre.
PAILLE de couchage de froment, le quintal métrique.
EAU-DE-VIE (20 degrés couverts) le litre.
SUCRE LUMPS, le kilogramme.
HUILE FINE D'OLIVE, le kilogramme.
MIEL BLANC, le kilogramme.
SANGUES, la pièce.

Les soumissions seront déposées séance tenante le jour de l'adjudication avec les échantillons pour les objets qui en seront susceptibles. Chaque soumission devra être appuyée d'un certificat de solvabilité pour la caution délivré par l'autorité civile. Ces certificats devront être sur papier timbré et dûment légalisés. Avant l'ouverture des soumissions, MM. les Officiers de Santé en chef auront à prononcer sur le classement des échantillons des denrées et liquides tels que Vin, Riz, Huile à brûler, Huile fine, Miel, Sucre lumps et Vermicelle, qu'auront apportés les divers concurrents.

L'adjudication aura lieu le 16 septembre 1841 à l'Hôpital Militaire en présence du Sous-Intendant militaire, de MM. les Officiers de Santé en chef et de l'Officier-comptable de l'établissement. Le nom de l'adjudicataire de chaque objet sera proclamé séance tenante, et l'adjudication sera définitive sauf le cas prévu par l'article 43 du cahier des charges.

Le décompte des fournitures se fera par mois, le montant en sera acquitté par le Comptable dans le courant du mois qui suivra celui de la livraison.

On n'admettra autant que possible, à concourir que les personnes qui exercent le genre de commerce auquel se rapportent les objets mis en adjudication. Toutefois les négociants munis de la patente de première classe seront admis à soumissionner pour toute espèce de fournitures excepté le pain et la viande.

Toute offre doit indiquer un prix déterminé pour chaque objet et ce prix ne peut être supérieur à la Mercerie qui sera rapportée le jour

de l'adjudication. Ce prix en outre doit être ferme et s'il offre des fractions, elles ne peuvent être qu'en fractions décimales dérivées du franc, unité monétaire, c'est à dire en centimes et millièmes de franc.

Il sera donné connaissance du cahier des charges à toute personne qui voudra entreprendre ces diverses fournitures soit au bureau du Sous-Intendant militaire sousigné, soit à celui de l'Officier comptable de l'Hôpital qui donnera connaissance du modèle de la soumission.

Bastia, le 6 Août 1841.

Le Sous-Intendant militaire,
SECONNE.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Par le ministère d'Antoine Bianchi, huissier près le Tribunal de première instance de Bastia, sur la place publique du Théâtre de cette ville, il sera procédé, dimanche prochain vingt-deux du courant, à la vente aux enchères publiques, et au comptant, des effets mobiliers provenant de la succession bénéficiaire de Monsieur Berlié, en son vivant sous-intendant militaire, consistant en linge de corps, hardes, vêtements et quelques volumes d'ouvrages.

Bastia, le 18 Août 1841.

Signé : — BIANCHI, huissier.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

A meilleur marché que les contrefaçons belges.

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

ou

COLLECTION DES MEILLEURS OUVRAGES

FRANÇAIS ET ÉTRANGERS, ANCIENS ET MODERNES.

A 3 fr. 50 cent. le Volume.

Ouvrages de la comtesse de Souza, 1 vol.
 Oeuvres de Jean Racine, 1 vol.
 Valérie, par M^{me} de Krudner, 1 vol.
 Les Fiancés, par Manzoni, trad. en franc. 1 vol.
 Massénien des Casimir Delavigne, 1 vol.
 Oeuvres de Silvio Pellico, tr. par de Latour, 1 v.
 Théâtre de Casimir Delavigne, 3 séries.
 La Jérusalem délivrée, tr. A. Desplaces, 1 vol.
 Le Paradis Perdu, par Milton, tr. nouv., 1 vol.

STORIA D'ITALIA, di Francesco Guicciardini, alla migliore lezione ridotta dal professore Gio: Rosini, 8 volumi in-16° 15 fr. »

STORIA D'ITALIA, dal 1789 al 1814, scritta da Carlo Botta, 6 vol. in 16° 12 »

IL CUCINIERE ITALIANO MODERNO, ossia l'arte de' ghiotti economi e de' convalescenti 1 volume in-12° con tavola 2 »

LA GERUSALEMME LIBERATA, di Torquato Tasso 2 volumi in-12° con figure 2 »

I PROMESSI SPOSI, storia milanese del XVII secolo, scritta da A. Manzoni, 3 vol. in-16° 4 »

I QUATTRO PORTI ITALIANI, con commenti antichi e moderni e con l'ornamento di dodici incisioni, 33 dissenso formanti due grossi volumi in-8° massimo 50 »

Esquisse d'une philosophie par Lamennais, 3 vol. in-8° 25 »

Codes de la législation française par M. Napoléon Bacqua, un gros volume grand in-8° à deux colonnes, 2^e édition 11 »

Manuel des Justices de paix par feu M. Levasseur, nouvelle édition revue, entièrement refondue et augmentée d'un commentaire sur la loi nouvelle du 25 mai 1838, un vol. in-8° 2 »

— le même, gros in-8° 4 »

Cours de littérature rédigé d'après le Programme pour le baccalauréat ès-lettres par E. Geruze, un vol. in-8° 5 »

Cours de philosophie du même, 1 v. 8° 5 »

Nouveau Manuel complet et méthodique des aspirants au Baccalauréat ès-lettres, rédigé d'après le nouveau Programme par Em. Lefranc, quatrième édition gros vol. in-8° 8 »

Programme officiel des matières d'examen du Baccalauréat ès-lettres in-18. 50

Éléments de physique expérimentale et de météorologie par M. Pouillet, 3^e édition deux gros volumes in-8° 18 »

Manuel des Pensionnaires de l'État, par M. J. Duménil, un volume in-8° 5 »

Physiologie du Garde national. — de l'Homme de loi. — du gend. — de l'Étudiant. — de la Portière. — des Amoureux. — du Médecin. — de la Lorette. — du Plaqueur. à 1 fr. 25 c. chaque.

AVIS

È stato perduto un Portavista, la persona che l'ha trovato è pregata di portarlo allo Scagno dell'Insulaire, dove riceverà 50 franchi di gratificazione.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 14 au 20 août 1841.

ARRIVÉES.

Macinaggio, gond. St-Nicolas, c. Orlandi, raisin.
 Macinaggio, tartane protégée de la Vierge, cap. Bergel, poterie.

Macinaggio, gondole St-Simon, c. Filippi, raisin.
 Macinaggio, mistick Antoinette, c. Laporta, écor.
 Macinaggio, gond. St-Nicolas, c. Orlandi, raisin.
 Cagnano, gondole St-Antoine, c. Santelli, vin.

Centuri, gondole St-Clément, c. Damiani, vin.
 Livourne, bat. à vapeur Sebastiani, c. Saettoni.
 Livourne, bœuf St-Jean, cap. Valeri, blé.

Gènes, bœuf Vierge des Carmes, c. Figgolo, pâtes et riz.
 Gènes, bœuf Jésus-Marie, cap. Baussa, pâtes, riz.
 Gènes, felouque Vierge des Carmes, c. Solari, ardoises.

Solenzara, bœuf Précurseur, c. Cardella, écor.
 Ile-Rousse, mistick Antoinette, c. Laporta, écor.
 Marseille, brick golette St-Antoine, cap. Sisco, diverses.

Marseille, brick golette Conception, cap. Erva, bois de construction et sel.

Foce di Golo, mistick Assomption, cap. Thiers, haricots.

Toulon, bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Foce di Golo, mistick Assomption, c. Thiers, lest.
 Foce di Golo, tartane François-Etienne, c. Guntella, lest.

Foce di Golo, mistick Conception, c. Bonelli, lest.
 Macinaggio, gond. St-Nicolas, cap. Orlandi, lest.

Toulon, bat. à vap. Var, cap. Valzi, dépêches.
 Livourne, bœuf Assomption, c. Bertocci, lest.

Livourne, bœuf Précurseur, c. Cardella, écorée.
 Livourne, b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.

Livourne, tartane Assomption, cap. Belgodere, diverses.

Aleria, bombarde St-Charles, c. Alessandri, lest.
 Pronete, gondole Annonciation, cap. Dominici, diverses.

Pronete, gondole St-Pierre, cap. Smittler, lest.
 Cagnano, gondole Trinité, cap. Costa, lest.

Le Gérant N. TARTAROLA.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

SAMEDI 28 AOUT 1841.

Ce Journal paraît tous les Samedis.

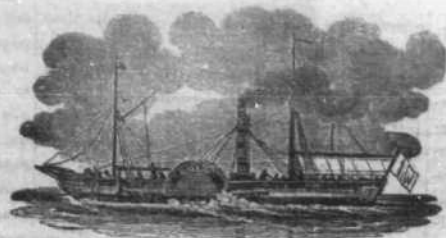
HUITIÈME ANNÉE, N° 53.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

AT Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
 POUR SIX MOIS 8
 POUR TROIS MOIS 4
 POUR LE CONTINENT 20
 POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

Bastia.

DISTRIBUTION DES PRIX DU COLLÈGE DE BASTIA.

Jeu 26 août a eu lieu, ainsi que nous l'avions annoncé, dans l'église St-Charles, la distribution des prix aux élèves du collège de Bastia, sous la présidence de M. Huart, recteur de l'académie de la Corse qui avait voulu donner ce gage d'affection à la ville de Bastia. Sur l'estrade se trouvaient placés, à droite et à gauche de M. le recteur, les membres du bureau d'administration du collège et les principales autorités civiles et militaires de Bastia; Messieurs les Curés de la ville y étaient également.

La Séance a été ouverte par un discours prononcé par M. Ubertin, Proviseur du collège royal, administrateur du collège communal. M. Ubertin avait pris pour texte la lutte si vive jadis de la littérature prétendue nouvelle contre les modèles de l'antiquité et contre les grands écrivains du grand siècle littéraire de la France. Quoique cette lutte ait perdu beaucoup aujourd'hui de son importance auprès des hommes sérieux et, qu'avec le temps, elle se soit réduite à d'assez mesquines proportions, elle n'en est pas moins une question importante sur laquelle il est bon de présumer l'esprit de la jeunesse des collèges. L'école romantique a toutes les qualités, mais aussi tous les défauts qui font qu'à l'entrée de la vie, on prend souvent la révolte pour la liberté, l'anarchie pour l'indépendance. Il est donc à propos de montrer ce que c'est au fond que cette fausse et dangereuse liberté, qui, sous des dehors très spécieux et très séduisants, peut entraîner la jeunesse à prendre l'imprévu, le bizarre, le déconu pour la spontanéité et pour les inspirations du vrai et du beau.

M. le Proviseur s'est acquitté avec talent de cette partie de sa tâche et en combattant les principaux représentants de cette école si bruyante, il y a dix ans, et si affaiblie aujourd'hui, il a rendu jus-

qu'il eût un excellent service aux jeunes gens qui l'écoutaient.

M. le Recteur de l'académie a pris la parole à son tour, et continuant l'examen de la même question, sous un point de vue nouveau, que M. le Proviseur n'avait fait qu'indiquer, ne pouvant à la fois traiter tous les aspects de la question, M. Huart a signalé les étroits rapports qui existent entre le beau et le vrai en littérature, et le beau et le vrai en morale. Il a peint à grands traits, et avec beaucoup d'énergie, les déplorables conséquences de ce système littéraire, poussé à ses dernières limites, nous devrions dire à ses dernières extravagances, conséquences qui aboutissent à l'oubli de tous les devoirs, à la réaction et à la réhabilitation de toutes les mauvaises passions. Il a protesté, avec non moins de force, contre le désolant matérialisme qui, de nos jours, ne tend que trop à déposer la vie, en concentrant toutes ses affections, tous ses desirs et toute son ambition dans la grossière jouissance, dans la brutale satisfaction des appétits matériels et qui, sous le prétexte d'adoucir l'existence présente ne va à rien moins qu'à nous faire oublier que la vie de l'homme se continue au delà du tombeau, plus brillante et plus pleine pour ceux qui auront compris que l'accomplissement des devoirs est de beaucoup supérieur à ce contentement vulgaire de vivre sans de grandes douleurs.

En terminant son discours, M. Huart a témoigné de tout l'intérêt qu'il porte au collège de Bastia, en confirmant tout haut, ce que nous avons dit dernièrement, sur les succès que ce collège a obtenu jusqu'ici. M. Huart ne s'est pas borné à ces témoignages de l'affection qu'il porte à notre ville, il a rappelé qu'il avait vivement appuyé près du ministre l'ouverture prochaine du collège royal, dans le cas où les travaux entrepris seraient terminés pour le mois de janvier. Nous nous empressons de constater ces efforts et cette bonne volonté de l'autorité universitaire de notre département : c'est donc à nous qu'il appartient de la secourir, en

redoublant d'efforts et en imprimant, s'il se peut, une nouvelle activité aux travaux qui, depuis quelque temps, marchent avec quelque rapidité. Espérons que tous ces efforts seront couronnés de succès et que Bastia sera enfin récompensée de ses sacrifices. Après ces deux discours, qui ont été vivement applaudis, l'on a procédé à la distribution des prix.

Les élèves qui se sont le plus fait remarquer par leurs succès, sont, en philosophie, MM. Ubertin et Vinciguerra, le premier sept nominations, le second huit; en rhétorique, Tamburini, six nominations; en seconde, Bonelli cinq nominations, Furiani, six; en troisième, Arrighi cinq nominations; en quatrième, Frison, quatre nominations, Dellor J. B. quatre; en cinquième, Camoin-Vence cinq nominations, Casalta quatre; en sixième, Ciccarelli Joseph, cinq nominations, Matra, quatre; en septième, Dellor Louis, cinq nominations, Filippi et Podesta Charles, quatre chacun; en huitième, Palmieri et Casale, chacun quatre nominations; au cours de français, Piazza Charles et Ribault, le premier huit nominations, le second six; le cours préparatoire pour les écoles de St-Cyr, forestière et navale, qui peut répondre à des besoins réels de la population de notre pays, à la jeunesse auquel il ouvre de nouvelles carrières et qui n'a été organisé que depuis le 1^{er} mai, figure, lui aussi, au programme des prix; l'année prochaine il obtiendra sans doute une plus large part, l'enseignement ayant pu recevoir tous les développements qu'il comporte. Le collège de Bastia répond ainsi et répondra de plus en plus à toutes les espérances qu'il a dû faire concevoir. Le passé nous rassure complètement sur l'avenir.

L'Almanach de l'Université pour l'année 1841, qui vient de paraître, contient deux erreurs relatives au collège de Bastia, erreurs qu'il nous importe de rectifier et dans l'intérêt de la vérité, et

dans l'intérêt de l'avenir même de notre collège. Ainsi cet Almanach ne porte le nombre des élèves qu'au chiffre de 700, tandis que ce chiffre a été de 170 au premier semestre de l'année dernière et qu'il a atteint le chiffre de 204 au premier semestre de l'année 1841-1842. La rétribution universitaire est affaiblie dans la même proportion. On ne la porte qu'à 2,200 fr., tandis qu'elle s'est élevée au double, à 4,000 et quelques cents francs.

Le recensement de la population de la ville de Bastia vient d'être terminé. Il a donné le chiffre de 14,568 habitants. Celui fait en 1837 avait donné 13,061, ainsi, en quatre années, l'accroissement de notre population a été de 1,507, ou suit une augmentation de 12 pour cent. Ce chiffre prouve, mieux que tous les raisonnements que nous pourrions faire, les progrès de notre ville. Aussi, est-ce avec plaisir que nous signalons ce résultat du recensement.

Par ordonnance royale du 27 juillet 1841 : M. Stefanopoli (Jean-Baptiste), adjudant en second des substances militaires en Algérie, a été promu adjudant en 1^{er}.

Par ordonnance royale du 3 août 1841 : M. Martinetti (Jules-Augustin), sergent au 1^{er} bataillon de chasseurs, a été promu au grade de sous-lieutenant au 26^e de ligne.

M. Pietri (Côme) sergent-major au 22^e léger a été promu au grade de sous-lieutenant au 26^e de ligne.

M. Finelli (Jean-François), sergent-major au 49^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au 2^e régiment de la légion étrangère.

M. Santelli (Jean-Dominique), sergent-major au 63^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au 2^e régiment de la légion étrangère.

Sur la proposition de M. le préfet de la Corse, M. le ministre de l'agriculture et du commerce a décidé que sur la somme allouée en 1840 par le conseil général pour la propagation et la conservation de la vaccine 250 fr. seraient répartis, à titre de prix aux deux praticiens qui auraient le plus opéré de vaccinations.

Les deux prix précités ont été obtenus par MM. Terrigi, docteur en médecine à Bastia et Coti officier de Santé à Ajaccio. L'administration n'a qu'à se louer du zèle de ces deux praticiens.

M. le maréchal président du conseil, ministre de la guerre, vient de décider qu'ensuite de l'évacuation de l'hôpital militaire de Mahon, les malades d'Afrique seront transportés dans les hôpitaux militaires de Bastia et d'Ajaccio. Il paraît aussi décidé qu'un lazaret sera prochainement construit au fond de notre golfe à Aspretto.

On travaille avec beaucoup d'activité au casernement des troupes qu'on logera provisoirement à l'hôtel Fesch, en attendant la nouvelle

caserne, qui doit bientôt être construite dans notre ville.

Le nouveau projet de la jetée du Margonajo est revenu approuvé, les travaux vont être repris très prochainement.

La corvette de l'Etat la *Boussole*, commandée par M. Veignaud, capitaine de corvette, est entrée dans notre port samedi dernier. Ce bâtiment avait à bord 200 recrues destinées au 6^e léger, dont le dépôt est dans notre ville; elle est partie la nuit dernière et sera de retour très prochainement avec de nouvelles recrues pour la même destination.

(Journal de la Corse).

NÉCROLOGIE.

Une mort prématurée vient d'enlever le Docteur L. Arrighi à sa famille, à ses concitoyens, à ses nombreux amis. C'est encore sous l'influence d'une perte aussi douloureuse que nous éprouvons le besoin de consacrer ces quelques lignes à la mémoire de cet habile médecin.

Ignace Arrighi était un de ces hommes pour qui l'activité sociale commence de bonne heure et qui ne mettent point d'intervalle entre la jeunesse et les occupations sérieuses de l'âge mur. Dès l'âge de vingt ans et à peine sorti des écoles, il se présentait à la lutte toujours difficile des concours et il en sortait victorieux. Ce premier succès lui ouvrit, avec le titre d'abord modeste, de conducteur, la carrière des ponts et chaussées. Mais il sentit bientôt en lui des besoins plus élevés que ceux que lui offrait la carrière toute différente. Doué d'un esprit précoce d'observation, d'un grand talent d'analyse, les phénomènes de la nature étaient pour lui pleins de séduction et avec son désir d'être utile à ses semblables, de marquer sa place dans la société, par les services qu'il lui rendrait, Arrighi se tourna tout entier vers les études médicales auxquelles le portaient sa vocation et ses inclinations les plus intimes. Les fatigues et les dégoûts d'un nouveau noviciat ne le détournèrent pas de son projet; il comprit qu'il devait s'y dévouer avec d'autant plus d'ardeur qu'il avait attendu plus tard pour les affronter. Il se décida donc à revenir sur les bancs, lui qui avait déjà une position indépendante et ce nouveau sacrifice, qu'il faisait à la voix impérieuse du devoir, il sut l'accomplir avec courage et persévérance. Les difficultés qu'il devait rencontrer, dans cette nouvelle carrière, ne firent, comme cela arrive chez tous les hommes forts, que stimuler son ardeur.

A dater de 1825 les universités de Pise et de Rome d'abord, puis celle de Bologne le comptèrent au nombre de leurs élèves les plus distingués et les plus sérieusement travailleurs. Il témoignait ainsi déjà de son désir de puiser à pleines mains dans les trésors de la science et il ne devait se montrer satisfait qu'alors qu'il au-

rait arraché à l'Italie et à ses savants tout ce qu'ils pourraient lui apprendre. Ce fut à Bologne, sous les auspices du célèbre professeur Tomassini, que le docteur Arrighi récompensa ses efforts et couronna son dévouement à l'étude. Mais ce diplôme, qui, pour beaucoup, est le but et le terme des études médicales, ne fut pour lui qu'un nouveau point de départ qui devait le faire pénétrer plus avant dans la science et lui imposer de nouveaux sacrifices et de nouveaux travaux.

Riche de la théorie italienne, il voulut y joindre encore la théorie et la pratique d'un foyer de science plus vaste et plus étendu que ceux auxquels il avait puisé en Italie. Paris était naturellement ce centre de science et de perfectionnement qu'il attirait et il s'y rendit avec empressement. Avant de vouloir se livrer à la pratique toujours si difficile et qui emporte avec elle une si redoutable responsabilité, Arrighi avait comme le besoin de se rassurer lui-même et de se fortifier par des études répétées, dans l'œuvre qu'il avait à suivre plus tard. Mais malheureusement Paris, dont le climat est si rude pour ceux d'entre nous dont la constitution a surtout besoin d'air pur et d'un chaud soleil, Paris devait lui faire acheter, au prix de douloureuses souffrances, la science qu'il devait lui prodiguer. Pendant trois ans qu'il y prolongea son séjour, n'écoulant que la voix de l'étude, s'y soumettant, à travers toutes les vicissitudes de ce climat si mobile, Arrighi contracta une forte affection rhumatismale qui le força à venir redemander à notre ciel un peu de cette tiède chaleur qui devait lui redonner toute son ardeur et toutes ses forces pour l'étude. Il avait attendu trop tard et il revint au milieu de nous avec des forces épuisées, que notre climat était impuissant à refaire, et c'est au moment même qu'il allait joindre enfin des fruits de ses travaux où il allait commencer cette vie nouvelle qui chez lui aurait enrichi la théorie, que cette même maladie contractée au service de la science, devait venir l'arracher à cet avenir brillant qu'il avait pu pressentir et que tous ses amis saluaient avec lui. Sa constitution avait été tellement affaiblie qu'il ne put même employer pour lui quelques uns de ces moyens énergiques qui, pour des affections semblables, avaient été si heureusement utilisés par lui pour arracher à la mort plusieurs de ses malades. La science a été impuissante pour le sauver, et c'est à Corte, dont l'air pur lui faisait espérer quelques jours de repos et de répit, qu'il a succombé à cette lente maladie qui minait sourdement le reste de ses forces abattues.

Vendredi dernier, à trois heures du matin, Arrighi s'est éteint doucement, alors qu'il songeait encore à consacrer les derniers restes d'une existence usée par la science, à la réunion des savants qui doit avoir lieu dans quinze jours à Florence. Arrighi est donc mort, pour ainsi dire, sur le champ de bataille et ce qui faisait l'ambition de

sa vie a pu faire la consolation de ses derniers moments. Puisse ce faible tribut payé à l'homme de cœur et de travail, adoucir les regrets que sa perte a causés à ses amis et nous rappeler, à une époque où l'on vit et où l'on oublie si vite, que la Corse a fait par la mort du docteur Arrighi une de ces pertes qu'on n'apprécie bien, hélas! que quand elles se sont réalisées. Sa mémoire ne périra pas et tous ceux qui ont été assez heureux pour la connaître conserveront un pieux souvenir de l'ami dévoué, du savant infatigable et du praticien habile auquel nous payons ce douloureux souvenir d'un tendre attachement.

Nouvelles Diverses.

Nous recevons des nouvelles de l'Algérie que nous considérons comme très importantes. Malgré tous les efforts d'Abd-el-Kader, les tribus lui échappent, et c'est là l'indice le plus certain de la ruine de sa puissance. La tribu des Medjeers qui a ses douars à l'embouchure du Chéliff, s'est soumise; d'autres tribus plus puissantes viennent à nous, et des groupes d'Arabes arrivent tous les jours à Mostaganem pour offrir leurs services au commandant supérieur, M. le général Bugeaud, qui a compris toute l'importance de ces événements, s'est rendu en toute hâte à Mostaganem pour tâcher de généraliser le mouvement de défection.

Une lettre de Rome donne les détails suivants, qu'elle déclare précis et officiels, sur les résultats des tristes événements qui ont suivi l'exécution du 20 juillet :

Trois personnes sont restées mortes sur la place (une femme et 2 enfants) 8 ont été mortellement blessées, 40 ont été blessés par des instruments piquants, et 49 par des instruments tranchants; 587 ont été blessés, et 10 ont eu un bras ou une jambe cassés. Quand la place a été évacuée par la foule, on y a trouvé épars dans le plus grand désordre : 479 chapeaux d'hommes, dont 99 d'ecclésiastiques, 180 chapeaux et bonnets de femme, 585 connes, 89 petits manteaux d'abbé, 2 manteaux de moine et 10 sacs à ouvrage et bourses.

Il résulte d'une statistique comparée des navires entrés en France et qui en sont sortis chaque année, depuis 1831 jusqu'en 1839 inclusivement, que la moyenne annuelle est, pour l'entrée, de 883 navires, de 161,614 tonneaux, de 15,196 hommes d'équipage, et pour la sortie, de 922 navires, de 172,038 tonneaux et de 17,822 hommes d'équipage. Pour l'importation, la moyenne est de 183 tonneaux et 17 hommes par navire; pour l'exportation, elle est de 186 tonneaux et 19 hommes.

Un marchand peut-il exposer aux regards du public, soit dans ses magasins, soit dans sa boutique, soit dans la rue, des marchandises avec des étiquettes ou indiquant le prix ou la longueur par des dénominations que prohibe la

nouvelle loi des poids et mesures? Un commerçant peut-il, sur son enseigne, sur les vitres de sa devanture, inscrire des dénominations prohibées? Un marchand peut-il évaluer une pièce d'or ou une demi-once? Un débitant peut-il mettre sur sa porte : vin à six sous; un épicer : sucre à 20 sous la livre, etc.? Ces questions viennent d'être posées à M. le ministre du commerce qui les a toutes résolues négativement, et qui, par une décision récente, a déclaré que les commerçants qui laissent subsister chez eux, aux yeux du public, des dénominations de mesures anciennes, sont passibles de 5 fr. d'amende pour chaque contravention.

La *Revue du Siècle*, (1) dont les livraisons, depuis le mois dernier, ont acquis un très grand intérêt par la variété et l'actualité des matières, contient dans son N° du 4 juillet un document fort important qui lui est envoyé de l'île de Cuba. C'est une adresse de l'ayuntamiento de la Havane, à la régence du royaume, au sujet de l'émancipation des esclaves.

Cette adresse signée par trois des principaux habitants de l'île de Cuba, choisie par le capitaine-général dans le sein de l'ayuntamiento, et rédigée par le syndic procureur-général, a été adoptée à l'unanimité par l'ayuntamiento réuni.

Nous la reproduisons comme une pièce importante du procès qui s'instruit sur les colonies, et auquel cette adresse peut donner une physionomie nouvelle; car elle montre la trame ourdie par l'Angleterre, dont la suprématie ne peut plus se maintenir qu'en désorganisant et ruinant le système colonial des autres puissances maritimes. Jamais le machiavélisme Britannique n'aura plus évidemment bouleversé le monde à son profit.

Une chose doit singulièrement réjouir à nos dépens le gouvernement anglais et la compagnie des Indes, c'est de trouver en France un si grand nombre de rats empressés à leur tirer les marrons du feu, en croyant faire un acte sublime. Nous voulons parler de ceux qui se laissent prendre à des mots, et non de ceux sur qui agissent virtuellement les énormes fonds secrets de la compagnie.

Le *Journal de Smyrne* du 30 juillet contient les détails suivants :

Un effroyable malheur vient de frapper la ville de Smyrne et de plonger vingt mille de ses habitants dans la désolation et la misère. Un incendie terrible et tel que de mémoire d'homme on ne se rappelle pas en avoir vu de semblable dans le pays, a dévoré, dans l'espace de dix-huit heures, près de la moitié de la ville, et ruiné de fond en comble plus de vingt mille âmes.

Le feu se déclara mercredi, vers minuit, dans un café du bazar des Orfèvres. Deux heures

après, le foyer de l'incendie occupait une étendue d'un demi-mille, enserait des centaines de maisons à la fois. La violence du vent poussait les flammes avec une incroyable fureur vers les différents quartiers de la ville haute, et rendait inutile tout secours humain. Le fleuve se précipitait comme un torrent impétueux qui ne rencontre aucune opposition, aucune digue. La disposition des localités, la vétusté et la construction vicieuse des maisons qui s'y trouvaient agglomérées, l'excès de la chaleur, le manque d'eau sur plusieurs points, le vent, tout, enfin, semblait contribuer à rendre ce désastre plus complet.

Un tiers de la ville turque, tout le quartier juif, plusieurs bazars, parmi lesquels ceux des Orfèvres, des Grains, des Cordonniers, des Selliers, des Confiseurs, des Fripiers, des Droguistes, etc., un grand nombre de Mosquées, sept synagogues et neuf à dix mille maisons ont été réduits en cendres et ne présentent plus, à l'heure qu'il est, que d'épouvantables montagnes de ruines et de débris qui brûlent encore.

Plusieurs personnes ont péri dans cette horrible catastrophe. On n'en connaît pas le nombre au juste, mais on l'évalue à trente ou quarante. Quant aux pertes éprouvées, elles sont incalculables et se montent à plusieurs millions. Le temps nous a manqué pour nous procurer des détails plus circonstanciés; nous les donnerons plus tard.

Le brick français *l'Alcide* et la division autrichienne ont prêtés des secours efficaces.

La loi du 2 juin 1841 fait naître la question de savoir si les publications prescrites par l'avis du conseil d'état du 1^{er} juin 1807 et par l'art. 868 du code de procédure civile peuvent encore être faites, comme par le passé, dans un journal au choix de la partie, ou bien si elles doivent être faites exclusivement dans le journal ou les journaux désignés par les cours royales, suivant l'art. 695 du code de procédure civile substitué, par la dernière loi, à l'art. 683.

Cette question est d'une extrême importance; elle a été résolue dans le dernier sens par plusieurs personnes dont l'opinion mérite de faire autorité en pareille matière. En faisant connaître à nos lecteurs le résultat des consultations que nous avons prises auprès des hommes compétents, et les arguments qui ont servi de base à la solution que nous donnons aujourd'hui, nous avons eu en vue de répondre aux nombreuses questions qui nous ont été adressées à ce sujet par des personnes intéressées, et de prévenir les inconvénients graves qui pourraient résulter pour les parties, d'un mode de publication contraire à la loi, et de nature par conséquent à leur occasionner des difficultés sérieuses pour l'avenir. Nous tenons surtout à ne point être soupçonnés d'avoir cédé à un motif d'intérêt personnel en ouvrant cette discussion; c'est pourquoi nous ac-

(1) La *Revue du Siècle* paraît tous les dimanches, au prix de 50 fr., dans le format mais avec plus d'étendue que la *Revue de Paris* dont le prix est de 80 fr. Dans les livraisons de juin et juillet on remarquera des articles de M. Louis Reybaud, Baron Guizot de l'Académie française, Frédéric Soulié, Léon Guizot, J. Janin, de Goldberg et de premier édit.

On s'abonne à Paris, rue Jacob 15.

encouragerons avec reconnaissance et empresseront toutes les communications qu'on voudra bien nous faire à ce sujet, et qui nous paraîtront de nature à jeter quelque jour sur une question qui intéresse si directement le repos des familles et la fortune des particuliers.

Les publications exigées pour le purgement des hypothèques légales inconnues, et pour les séparations de biens sont assimilées à celles que la loi a prescrit pour les ventes judiciaires.

Le décret du 1^{er} juin 1807 dispose que la notification du dépôt de vente au procureur du roi sera publiée dans les formes de l'article 683 du code de procédure civile; l'article 868 du même code dispose que la publication qu'il ordonne sera justifiée comme il est dit au même article 683.

Peut-on, en présence de ces prescriptions légales, échapper à l'application entière de l'article 696 qui remplace l'ancien article 683?

Non : parce que cet article 683 n'existe plus; il est très explicitement abrogé par l'article 1^{er} de la loi du 2 juin 1841.

Le mode de publicité établi par cet article est aboli; néanmoins, il est indispensable de faire les publications prescrites par les lois citées plus haut. Comment y parvenir et comment les faire d'une manière régulière si l'on n'exécute pas les dispositions que la loi a substituées à celles de l'ancien article 683?

On ne peut suivre que la forme établie par la loi, et l'on ne peut chercher cette forme dans la loi abrogée; il faut nécessairement la chercher dans la loi en vigueur.

Peut-on objecter que l'ancien article 683 n'est abrogé que pour ce qui concerne les ventes judiciaires, et qu'il ne l'est pas pour les matières assimilées, à raison desquelles la loi renvoyait à cet article pour la forme seulement?

Non, car l'article 8 de la loi du 2 juin 1841 dispose que l'article 696 sera substitué à l'article 683 dans les différentes lois qui font mention de cette dernière disposition.

Ainsi donc, il faut lire aujourd'hui dans l'article 868 du code de procédure, et dans le décret du 1^{er} juin 1807, l'article 696 au lieu de l'article 683; dès lors, nous devons lire dans ce décret : « L'acquéreur fera publier la susdite signification dans les formes prescrites par l'article 696 du code de procédure civile. »

Cela étant, l'acquéreur ne pourra plus choisir le journal dans lequel sa publication devra être faite; obligé de se conformer à l'article 696, il ne lui sera pas permis de violer l'une des prescriptions de cette loi, il devra nécessairement faire sa publication dans une des feuilles désignées par la cour royale, sans quoi, elle sera non avenue, et l'ameuble ne sera pas dégagé, parce que l'insertion n'aura pas eu lieu, ou ce qui revient au même, elle sera nulle en la forme.

Le législateur a voulu, ce nous semble, ren-

dre la publicité à donner aux ventes et aux autres actes qu'il désigne plus sérieuse et moins fugitive; il a voulu que les intéressés trouvent nécessairement ou pussent facilement trouver dans une seule feuille ou dans un petit nombre de feuilles, les annonces judiciaires de toute nature; il a voulu que l'individu intéressé à savoir si une publication a eu lieu ou aura lieu, pût s'en assurer sans être obligé de faire des recherches dans tous les journaux de la même localité. Une annonce dans un journal non consacré aux publications légales, passe inaperçue et échappe aux lecteurs; il n'y a alors qu'un simulacre de publicité, tandis que l'annonce est vraiment sérieuse quand elle est insérée dans une feuille spéciale dans laquelle on la lira nécessairement ou on la recherchera facilement. Il nous paraît dès lors que l'esprit et la lettre de la loi concourent pour résoudre cette question dans le sens de l'application entière de l'article 696 du code de procédure, et que l'on doit, à peine de nullité, insérer les annonces relatives aux séparations de biens et au purgement des hypothèques légales inconnues, dans les journaux désignés par les cours royales, en vertu de cet article.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

A meilleur marché que les contrefaçons belges.

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

COLLECTION DES MEILLEURS OUVRAGES
FRANÇAIS ET ÉTRANGERS, ANCIENS ET MODERNES.
A 3 fr. 50 cent. le Volume.

Ouvrages de la comtesse de Souza, 1 vol.
Ouvrages de Jean Racine, 1 vol.
Valérie, par M^{me} de Krudner, 1 vol.
Les Fiancés, par Manzoni, trad. en franç. 1 vol.
Messénienne de Casimir Delavigne, 1 vol.
Ouvrages de Silvio Pellico, tr. par de Latour, 1 v.
Théâtre de Casimir Delavigne, 3 séries.
La Jérusalem délivrée, tr. A. Desplaces, 1 vol.
Le Paradis Perdu, par Milton, tr. nouv., 1 vol.
STORIA D'ITALIA, di Francesco Guicciardini, alla migliore lezione ridotta dal professore Gio: Rosini, 8 volumi in-16° 15 fr.
STORIA D'ITALIA, dal 1789 al 1814, scritta da Carlo Botta, 6 vol. in-16° 12.
Il Cuciniere ITALIANO MODERNO, ossia l'amico de' ghiotti economi e de' convalescenti 1 volume in-12° con tavola 2 25.
LA GERUSALEMME LIBERATA, di Torquato Tasso 2 volumi in-12° con figure 2 50.
I PROSESSI SPONT. storia milanese del XVII secolo, scritta da A. Manzoni, 3 vol. in-16° 4.
I QUATTRO POETI ITALIANI, con commenti antichi e moderni e con l'ornamento di dodici incisioni, 33 dispenze formanti due grossi volumi in-8° massimo. 50.
Esquisse d'une philosophie par Lamennais, 3 vol. in-8° 25.
Codes de la législation française par M. Napoléon Bacqua, un gros volume grand in-8° à deux colonnes, 2^e édition 11.
Manuel des Justices de paix par feu M. Levasseur, nouvelle édition revue, entièrement refon-

due et augmentée d'un commentaire sur la loi nouvelle du 25 mai 1838, un vol. in-8° 7 2.
— le même, gros in-18 4 50.
Cours de littérature rédigé d'après le Programme pour le baccalauréat ès-lettres par E. Geruzez un vol. in-8° 5 50.
Cours de philosophie du même, 1 v. 8° 5.
Nouveau Manuel complet et méthodique des aspirants au baccalauréat ès-lettres, rédigé d'après le nouveau Programme par Em. Lefranc, quatrième édition gros vol. in-8° 8 50.
Programme officiel des matières d'examen du baccalauréat ès-lettres in-18. 50.
Éléments de physique expérimentale et de météorologie par M. Pouillet, 3^e édition deux gros volumes in-8. 18.
Manuel des Pensionnaires de l'État, par M. J. Dumesnil, un volume in-8. 5 50.

COMPAGNIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE
DU MIGLIACCIAIRO.

MM. les actionnaires de la Compagnie Agricole et Industrielle du Migliacciaro, sont prévenus qu'une assemblée générale des actionnaires de ladite Compagnie est convoquée pour le mercredi 20 octobre 1841 heure de midi, rue Grange Batelière numéro 18.

La présente convocation faite en exécution de l'article 39 de l'acte de société du 6 septembre 1838 et de la délibération du 20 novembre 1839 déposée à M^{re} Barbieri de Ste-Marie, notaire par acte du 26 du même mois.

Paris, le 14 août 1841.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 21 au 27 août 1841.

ARRIVÉES.

Livourne. bœuf Assomption, c. Bertocci, blé.
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.
Foce di Golo. tartane François Etienne, c. Guaitella, haricots.
Pronete. gondole St-Antoine, c. Ficaja, vin.
Pronete. gondole St-Pierre, cap. Smutter, vin.
Pronete. b. goëlette St-Antoine, c. Guasco, lest.
Ajaccio. brick-goëlette Courrier d'Alger, c. Monéglio, diverses.
Ajaccio. bœuf St-Joseph, c. Nicolai, planches.
Hyères. goëlette la Ville de Bastia, c. Zuani, sel.
Aleria. bombarde St-Charles, c. Guizot, écorce.
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.
Foce di Golo. brick-goëlette la Corse, cap. Sisco légumes secs.

DÉPARTS.

Pronete. br. goëlette St-Antoine, c. Guasco, div.
Foce di Golo. br. goëlette la Corse, c. Sisco, lest.
Macinggio. gondole St-Simon, c. Filippi, lest.
Marseille. mistick Assomption, c. Thiers, légumes secs.
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.
Porto-Vecchio. bœuf Vierge des Carmes, c. Figallo, lest.
Cagnano. br. goëlette Printemps, c. Valzi, lest.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, cap. Sacttoni.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

SAMEDI 4 SEPTEMBRE 1841.

Ce Journal paraît tous les Samedis.

HUITIÈME ANNÉE, N° 56.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIENY et Comp.^{ie} Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35.

Bastia.

DES TRAVAUX PUBLICS EN CORSE.

Dans les travaux qu'on a exécuté jusqu'ici, en Corse on s'est conduit d'après un principe, qui ne nous semblait point applicable à notre pays. On a procédé comme si la Corse pouvait attendre patiemment que les ingénieurs eussent rédigé à loisir leurs plans et ces plans ont été conçus avec un grandiose qui ne convenait guères à notre île, où tout est à faire encore, et où il fallait se hâter de tout faire. De là une lenteur interminable dans les études, une lenteur plus terrible encore dans l'exécution; de là enfin aucun avantage bien immédiat, bien direct des sommes considérables que le gouvernement de Juillet a accordées à la Corse. On a paru s'imaginer que le présent pouvait être impitoyablement sacrifié à l'avenir et l'on a fait un peu trop de l'art pour l'art, pour ainsi dire. Cette manière d'agir est fâcheuse et a des inconvénients qui frappent les yeux.

Que fallait-il à la Corse? des routes, mais surtout des routes qui missent promptement en communication facile les différents points du territoire. La question de temps était ici immense et l'on ne s'est occupé que de la question de régularité, de solidité; l'on a travaillé comme si le retard n'était pas le moins du monde préjudiciable et l'œuvre de la civilisation complète de notre pays a été ainsi un peu sacrifiée à des vues qui seraient applicables à un pays qui pourrait attendre, mais qui sont très déplacées pour un département qui, plus il attendra, plus il sera condamné à rester en arrière. Là où il fallait, sous peine d'être ou de ne pas être, le strict nécessaire, on nous a accordé le superflu, le luxe et sous le spécieux prétexte de doter notre pays de routes magnifiques, d'un tracé bien savant, d'une pente presque suffisante pour des chemins de fer, qui ressembleraient presque à des allées d'un parc anglais, l'on condamne notre industrie

naissante à se croiser les bras et à attendre, avec résignation, que le rateau impitoyable des ponts-et-chaussées ait fait disparaître le moindre fragment de rocher ou de racines qui dépareraient le niveau absolu rêvé par MM. les ingénieurs. Ce rateau si savant et si correct ne va pas vite malheureusement et nos neveux seront sans doute très heureux s'ils peuvent enfin le voir arriver à la fin de son œuvre.

Le tracé des nouvelles routes était, la plupart du temps, indiqué par les sentiers qui ont suffi jusqu'ici aux relations des différents points de l'île entr'eux. Il fallait donc s'attacher à concilier, autant que possible, ce qu'il y avait de bon dans ces indications et se borner à faire disparaître ce qu'il pouvait y avoir de trop rapide dans les pentes. Au lieu de cela, on a procédé comme dans un pays non encore habité. On a tracé des routes sans avoir égard à ce qui existait déjà; de là on a doublé, souvent quintuplé la dépense et l'on a ajourné d'autant la réalisation de nos espérances. Veut-on des exemples de ce que nous avançons? Quand il s'est agi de tracer le long du littoral de la Corse une route circulaire, cette idée très belle, très large a été prise malheureusement au pied de la lettre; on a voulu avoir une route qui suivrait absolument, pas à pas, le littoral de la Corse et pour se rapprocher de cet idéal, on a été jusqu'à négliger certains points très importants, qui se trouvaient naturellement placés sur le parcours de cette route, qui l'appelaient pour ainsi dire, mais dont le grand tort était d'être placés à un ou deux kilomètres du littoral et de ne point se trouver ainsi dans ce tracé absolu circulaire de notre île. Entre quelques uns de ces points, placés ainsi à distance de la route future, il se trouvait déjà des portions de routes presque construites et que très peu de travaux auraient mis en bon état. Eh bien! malgré ceci, ces positions ont été négligées.

Nos concitoyens ont souvent fait le trajet de Bastia à Erbalunga et ils ont pu remarquer, qu'à

partir de Pietranera, il y a des parties très considérables de route qui ne demanderaient que quelques travaux peu considérables pour devenir carrossables: Eh bien! il y a beaucoup à parier que ces parties ne seront pas mises à profit pour la route départementale qu'on construit en ce moment, et qu'elles n'auront pas été comprises dans le tracé, parce qu'elles sont un peu éloignées du bord de la mer. Nous ne sommes pas les premiers à nous plaindre de ce culte presque fanatique pour la ligne droite ou pour la ligne régulièrement courbe: les commissions aux deux chambres législatives se sont vivement recréées, dans leurs rapports, de cette faute et elles ont signalé certains points qui réclamaient une modification immédiate.

La route royale de Bastia à Bonifacio par la route orientale s'avance assez doucement, il est vrai, mais elle s'avance cependant assez pour que l'agriculture si active sur ce point pût profiter des parties de routes qui sont achevées; mais il y a un obstacle à ce qu'il en soit ainsi, c'est que les ponts jetés ou plutôt à jeter sur les torrents qui courent à la mer, ne sont pas construits et ne le seront pas sans doute de long-temps, car le génie civil entend n'avoir plus à revenir sur ces ponts et pour cela il faut en faire des monuments en pierre de taille, assises carrément sur leurs bases. C'est très bien, mais voilà un capital qui a été dépensé pour cette route qui restera improductif pour le pays, jusqu'à ce que ces ponts soient achevés. N'y aurait-il pas eu quelque moyen de concilier tout à la fois et la solidité de ces ponts et la prompte jouissance de cette route? Il y a un an le Journal de la Corse nous entretenait d'un nouveau système de ponts qu'un savant ingénieur français M. Michel Chevalier, avait observé et étudié en Amérique, dans ce pays où l'on sait tirer un parti si admirable des ressources de la nature, système de ponts qui réunissait la solidité, l'économie à la promptitude d'exécution. D'après cette feuille, M. le préfet de la